

LA LETTRE DU RIOB



RIOB

Réseau International
des Organismes de Bassin



**LE RIOB DANS LES
GRAND ÉVÈNEMENTS
INTERNATIONAUX EN 2025**

PAGE 04



**FOCUS SUR LE PROJET
PEER-TO-PEER (P2P)**

PAGE 06



**FOCUS SUR LA CONFÉRENCE
DES NATIONS UNIES SUR
L'EAU 2026**

PAGE 08



**ADAPTATION AU
CHANGEMENT CLIMATIQUE**

PAGE 09



**COOPÉRATION
TRANSFRONTALIÈRE**

PAGE 12



**PRÉSERVATION
DE LA BIODIVERSITÉ**

PAGE 15



AMÉRIQUES

PAGE 18



EUROPE

PAGE 21



ASIE-PACIFIQUE

PAGE 24



AFRIQUE

PAGE 27



PERSPECTIVES ET DÉFIS

PAGE 30



Toute l'équipe du RIOB est heureuse de vous proposer ce nouveau numéro de la Lettre du RIOB. Vous y trouverez un résumé de la riche actualité du réseau et de ses membres, notamment autour des trois grandes priorités d'action retenues depuis 2024 dans la stratégie du réseau : l'adaptation au changement climatique, une meilleure intégration de la gestion des ressources en eau et de la protection de la biodiversité, et enfin la coopération transfrontalière. Quelles que soient les géographies et les régions, les organismes de bassin s'efforcent de construire le dialogue et de mieux partager les ressources en eau, mobilisant les leviers d'action dont ils disposent : connaissances et gouvernance partagées, planification, systèmes pérennes de financement.

2026 est une année importante pour le réseau, avec la première édition du « Sommet mondial des bassins » (c'est le nouveau nom des assemblées générales), à Rio de Janeiro, au Brésil, du 15 au 19 juin, à l'invitation de l'État de Rio. Une occasion de partager nos expériences et de tisser de nouveaux liens, notamment à travers la région latino-américaine, très active pour le RIOB. L'échange d'expérience entre pairs est d'ailleurs le moteur central du projet « Peer-to-Peer » (P2P) lancé en 2024 grâce à un financement de l'Union européenne. À travers un appel à candidatures, 61 organismes de bassin (ou administrations nationales en charge de la gestion par bassin) ont été appariés en 21 groupes de pairs, qui depuis le début de l'année 2026 ont chacun mis au point un plan d'action commun pour apprendre les uns des autres, autour des sujets centraux tels que : renforcement de la gouvernance par bassin, systèmes d'information partagés, généralisation des Solutions fondées sur la Nature (SfN), etc. Pendant deux ans, ces partenaires échangeront sur leurs pratiques et leurs enjeux ; les résultats seront prochainement partagés via une plateforme dédiée sur notre site internet. Plus largement, ce projet P2P, mis en œuvre conjointement avec nos collègues du Réseau Africain des Organismes de Bassin, est le premier pilier du programme mondial de jumelages interbassins que le RIOB souhaite élargir et pérenniser.

Pour conclure, je souhaite partager avec tous la reconnaissance « d'intérêt général » du RIOB par l'administration fiscale française en novembre 2025. Ce statut ouvre la voie à l'obtention par le RIOB de nouveaux financements au titre du mécénat : voilà une perspective bienvenue de diversification et de renforcement des ressources financières du RIOB, essentiels à la poursuite de nos activités. Les prochains mois s'annoncent en effet denses pour la conversation mondiale de l'eau, avec fin 2026, la prochaine conférence des Nations Unies sur l'eau, et en mars 2027, le prochain Forum mondial de l'eau.

Dr. Eric Tardieu,
Secrétaire Général du RIOB

LE RIOB DANS LES GRANDS ÉVÈNEMENTS INTERNATIONAUX EN 2025



1^{re} réunion du Conseil latino-américain de l'eau

13-14 mars 2025

Buenos Aires, Argentine

www.inbo-news.org/fr/premiere-reunion-a-buenos-aires-du-conseil-latino-americain-de-leau/



Atelier mondial sur les inondations et la santé

19-20 mars 2025

Genève, Suisse

www.inbo-news.org/fr/evénements/atelier-mondial-sur-les-inondations-et-la-sante/



Atelier mondial sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et les Pêches Continentales

18-20 mars 2025

Entebbe, Ouganda

www.inbo-news.org/fr/evénements/atelier-mondial-sur-la-gestion-integree-des-ressources-en-eau-et-les-peches-continentales/



XIX^e Congrès Mondial de l'Eau

1-5 décembre 2025

Marrakech, Maroc

www.inbo-news.org/fr/evénements/xixe-congres-mondial-de-leau/



COP30 – Conférence des Parties de la Convention-Cadre des Nations Unies

10-21 novembre 2025

Belém, Brésil

www.inbo-news.org/fr/evénements/cop30-conference-des-parties-de-la-convention-cadre-des-nations-unies/



Webinaires « Solutions fondées sur la Nature »

21 & 23 octobre 2025

En ligne

www.inbo-news.org/fr/evénements/webinaire-sfn-ladaptation-au-changement-climatique-et-la-restauration-des-ecosystemes-au-niveau-des-bassins-versants/
www.inbo-news.org/fr/evénements/webinaire-solutions-fondees-sur-la-nature-et-financement-innovant/

LE RIOB DANS LES GRANDS ÉVÈNEMENTS INTERNATIONAUX EN 2025



Webinaire « Combiner la surveillance de l'eau in situ et par satellite pour améliorer la gestion des bassins hydrographiques »

📅 22 avril 2025

📍 En ligne

🌐 www.inbo-news.org/fr/evenements/riob-webinaire-suivi-par-satellite/



22^{ème} Conférence Internationale Euro-RIOB

📅 19-23 mai 2025

📍 Parme, Italie

🌐 www.inbo-news.org/fr/evenements/euro-riob-2025/



COP 15 - RAMSAR

📅 23-31 juillet 2025

📍 Victoria Falls, Zimbabwe

🌐 www.inbo-news.org/fr/evenements/cop-15-ramsar/



Atelier mondial sur la conservation et la restauration des écosystèmes dans les bassins transfrontaliers

📅 16-17 juin 2025

📍 Genève, Suisse

🌐 www.inbo-news.org/fr/evenements/atelier-mondial-sur-la-conservation-et-la-restauration-des-ecosystemes-dans-les-bassins-transfrontaliers/



3^e Conférence des Nations Unies pour l'Océan (UNOC3)

📅 9-13 juin 2025

📍 Nice, France

🌐 www.inbo-news.org/fr/evenements/3e-conference-des-nations-unies-pour-locean-unoc3/

11^e Forum mondial de l'eau (mars 2027, Arabie Saoudite)

Au sein du processus politique du Forum, le RIOB organise la troisième édition du segment politique de haut niveau dédié aux bassins. Au sein du processus thématique, le RIOB et son secrétariat, l'Office International de l'Eau, coordonnent les groupes de travail sur la « GIRE » (1C), et sur les « Données » (5C). Le RIOB et ses membres co-organiseront des sessions, et y interviendront.



POUR EN SAVOIR PLUS

Découvrez les manuels du RIOB

Deux nouveaux manuels à paraître

Ce Forum sera l'occasion pour le RIOB d'enrichir sa collection de manuels en lançant deux nouvelles publications ; l'une sur la Gestion intégrée du transport sédimentaire à l'échelle des bassins, en coédition avec l'Association internationale pour l'ingénierie et la recherche en hydro-environnement (IAHR) et la Commission internationale des grands barrages (ICOLD). L'autre sur la Diversification du mix hydrique et gestion de la demande en eau à l'échelle des bassins, co-édité par l'Association internationale des ressources en eau (IWRA) et l'Association internationale pour le dessalement et la réutilisation (IDRA).



Appui aux organismes de bassin et échanges entre pairs

Le projet Peer-to-Peer (P2P), premier programme de la « Twin Basin Initiative » portée par le RIOB, avec l'appui du Réseau Africain des Organismes de Bassin (RAOB), vise à renforcer la gestion intégrée et durable des ressources en eau à l'échelle des bassins et dans un contexte de pressions croissantes et de changements climatiques. Ce projet est soutenu par un financement de l'Union européenne.



4 ans



21 appariements



61 organismes en charge de la gestion des ressources en eau dans le monde



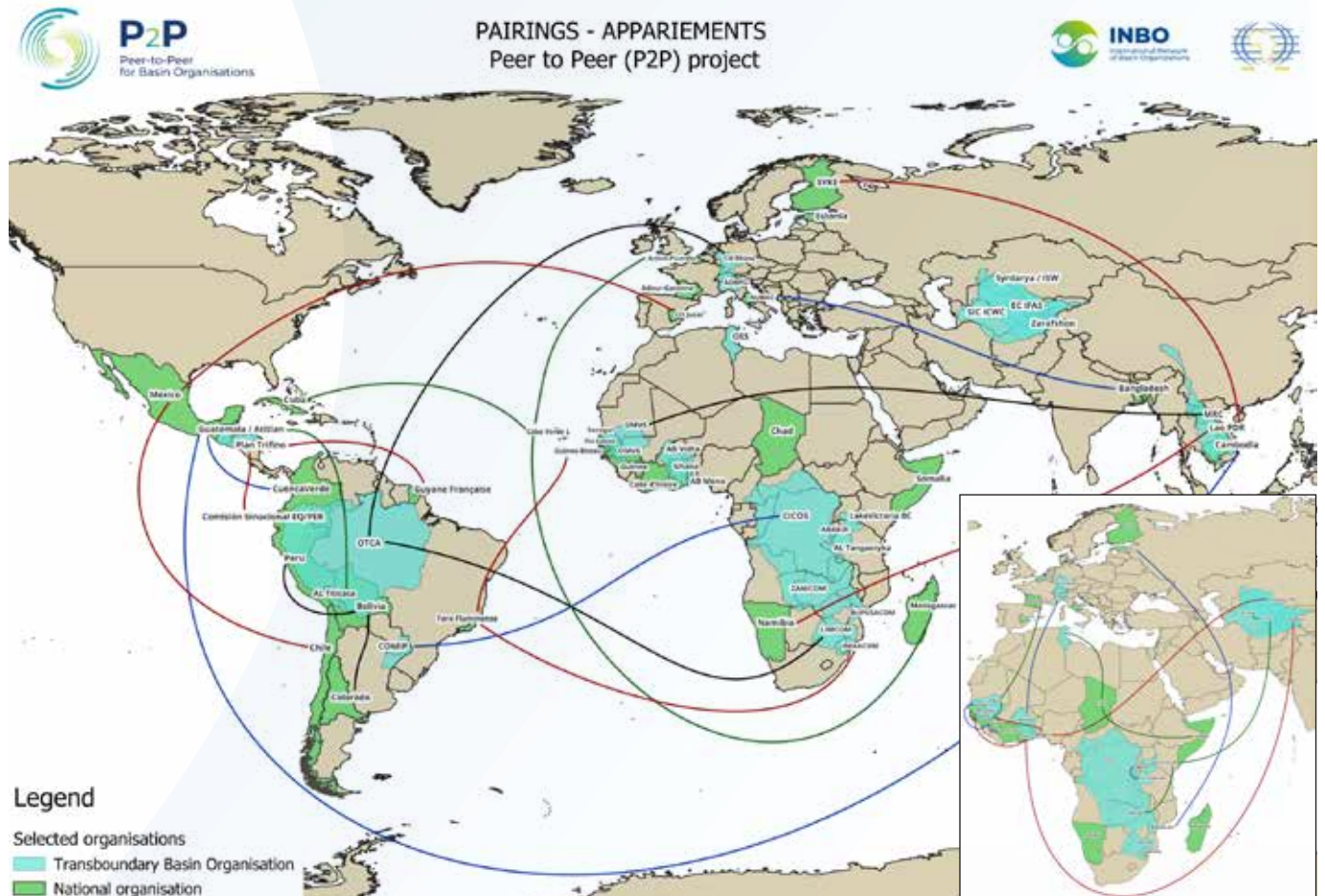
49 bénéficiaires d'1,5M€ au total de soutien financier

L'objectif principal de P2P est de renforcer la coopération et le partage d'expérience pour développer les compétences des organismes pairs en matière de GIRE par bassin. P2P crée des partenariats durables entre organismes de bassins nationaux et transfrontaliers et leur permet de monter en compétences grâce à un renforcement de capacités entre structures qui mutualisent ainsi les savoir-faire de chacun et développent des solutions adaptées aux enjeux locaux et globaux.

Ce projet regroupe des organisations d'Afrique, Amérique Latine, Asie et Europe. Ce sont notamment des organismes de bassins de fleuves, lacs et aquifères, nationaux ou transfrontaliers, des

autorités publiques responsables de la gestion des ressources en eau et le projet est aussi ouvert à des organisations de la société civile et des partenaires scientifiques et techniques.

La première phase de sélection du projet a permis de sélectionner, à la suite d'un appel d'offres restreint, 61 organismes pertinents pour composer les futurs appariements lors d'un comité de sélection ayant eu lieu à Paris en mai 2025. La deuxième phase a permis de former des appariements de 2 à 4 pairs, formellement associés en octobre 2025, dans un second comité accueilli dans les locaux de la Direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne à Bruxelles.





Signature d'un protocole d'accord (Memorandum of Understanding - MoU) dans le cadre du projet P2P le 28 janvier à l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS) entre M. Mamadou Max BANGOURA, Haut-Commissaire Adjoint de l'OMVS, Mme Valérie BAYCHE, Directrice Solidarités et Coopérations Internationales de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, France et M. Ousmane HANE, Secrétaire Général de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie (OMVG) © RIOB

Le lancement des activités de chaque appariement a débuté en décembre 2025 avec la production d'un plan d'action conjoint et d'un protocole d'accord (Memorandum of Understanding - MoU). Un enveloppe globale de soutiens financiers d'1,5M€ est mise à disposition des pairs pour la mise en œuvre des actions projetées dans le cadre de leur appariement. Le projet P2P a attribué en janvier 2026, lors d'un troisième et dernier comité de sélection ayant eu lieu à Dakar dans les locaux du RAOB, des financements aux pairs composant les 21 appariements pour la conduite de leurs activités.



49 pairs asiatiques, latino-américains et africains du projet ont été sélectionnés pour bénéficier d'une subvention, avec un objectif d'équilibre géographique dans la répartition de ces fonds. Les activités des appariements pour la gestion intégrée des ressources en eau dans le monde à l'échelle des bassins englobent : les mécanismes de financement, le partage de données et les systèmes d'Information sur l'Eau (SIE), les cadres juridiques et institutionnels, la gouvernance concertée, la participation des parties prenantes, l'adaptation au changement climatique, etc.

Le Sommet mondial des bassins du RIOB, qui s'est déroulé à Rio de Janeiro (Brésil) du 16 au 19 juin 2026, constitue le premier point d'activités des pairs sur leurs thématiques respectives, suivi du Forum mondial de l'eau (Riyadh Arabie Saoudite, mars 2027).



« Le projet P2P permet de renforcer la coopération en Afrique par des échanges internationaux pour une meilleure gestion de l'eau par bassin. »

M. Mohamed ABDEL VETAH,
Haut-Commissaire de l'OMVS - STP RAOB



« L'Union européenne reconnaît le rôle essentiel du RIOB dans la diffusion des connaissances et la promotion de la gestion intégrée des bassins. À travers le programme P2P, l'UE vise à renforcer les capacités des organismes de bassin en leur fournissant des outils, des formations et des opportunités de coopération. L'objectif est de développer une gouvernance de l'eau durable et équitable, en s'appuyant sur des cadres juridiques solides comme la Directive-Cadre sur l'Eau et la Convention sur l'Eau de la CEE-ONU. »

M. Kévin CHRETIEN,
Chargé de politiques, Commission européenne
(DG INTPA)



POUR EN SAVOIR PLUS

P2P



CONTACT ET INFORMATIONS

p2p@inbo-news.org





L'ONU organise une Conférence mondiale sur l'Eau en décembre 2026 pour accélérer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous

Co-organisée par les Émirats arabes unis et le Sénégal, la Conférence des Nations Unies sur l'Eau 2026 se tiendra du 2 au 4 décembre à Abu Dhabi. Elle vise à relancer les efforts pour atteindre l'Objectif de développement durable 6 (ODD 6), alors que 2,2 milliards de personnes manquent encore d'eau potable gérée de manière sûre. Une réunion préparatoire de haut niveau s'est déjà tenue à Dakar les 26 et 27 janvier 2026.

Le RIOB apportera sa contribution au programme de la Conférence. Il portera la voix des bassins dans les six dialogues interactifs ainsi qu'à travers la co-organisation d'événements de promotion de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).



2026 UN Water Conference
2 - 4 December, United Arab Emirates



Dialogues interactifs

- 1 L'eau pour les populations**
Pays co-présidents
Ghana et Suisse
Message porté par le RIOB
L'eau potable vient principalement des bassins des fleuves, des lacs et des eaux souterraines associées, et les eaux usées y terminent trop souvent leur course sans être traitées. Garantir les droits humains à l'eau requiert un renfort de la gestion intégrée par bassin, avec la formation des professionnels du secteur.
- 2 L'eau pour la prospérité**
Pays co-présidents
Chine et Espagne
Message porté par le RIOB
Cibler les actions et les géographies sur lesquelles les marges de progression sont les plus importantes selon le rapportage sur la mise en œuvre de la cible 6.5 des ODD, pour mieux concilier le développement économique des différents usages sectoriels avec la préservation des ressources naturelles.
- 3 L'eau pour la planète**
Pays co-présidents
Égypte et Japon
Message porté par le RIOB
Généraliser l'incubation de projets de déploiement des Solutions fondées sur la Nature à l'échelle des bassins pour en maximiser les co-bénéfices (climat, biodiversité) en cascade.
- 4 L'eau pour la coopération**
Pays co-présidents
Finlande et Zambie
Message porté par le RIOB
Construire la confiance à travers le partage de données et promouvoir une coopération opérationnelle à travers la création et le renforcement d'organismes de bassin transfrontaliers (et de leurs cadres juridiques et institutionnels).
- 5 L'eau dans les processus multilatéraux**
Pays co-présidents
Allemagne et Mexique
Message porté par le RIOB
Pérenniser les cibles et indicateurs des ODDs au-delà de 2030 et faire que surmonter l'écart à leur atteinte soit l'objectif exclusif du processus politique du Forum Mondial de l'Eau et de négociations entre Etats dans le cadre des Conférences des Nations Unies sur l'Eau.
- 6 Investissements en faveur de l'eau**
Pays co-présidents
France et Afrique du Sud
Message porté par le RIOB
Investir massivement dans la gestion de bassin en valorisant la combinaison d'actions classiques (mise en œuvre de plan de gestion, renforcement de réseau de suivi et de systèmes d'information sur l'eau) et d'actions innovantes (suivi satellitaire des ressources en eau, jumeaux numériques).



Sous toutes les latitudes, les sociétés sont principalement frappées par les changements climatiques à travers le cycle de l'eau. Ces perturbations ont des effets en cascade sur l'environnement, les écosystèmes, l'accès à l'eau des populations et de nombreux secteurs économiques dépendant de cette ressource, tels que l'agriculture, l'industrie et l'énergie. La gestion adaptative de l'eau est donc un enjeu central de résilience face aux bouleversements climatiques.

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) s'impose comme une approche clé pour assurer une réponse cohérente et efficace aux défis posés par ces mutations. En intégrant durabilité environnementale, équité sociale et efficacité économique, la GIRE favorise la planification concertée des politiques sectorielles et prévient les conflits d'usage. Cette approche repose sur une gouvernance participative fondée sur la connaissance et l'anticipation des risques, permettant d'adapter les usages de l'eau de manière harmonieuse et durable.



Gouvernance du bassin : s'adapter au climat et réduire la pauvreté au Brésil



Projet d'intégration du fleuve São Francisco (PISF) © MIDR

L'accès à l'eau est la pierre angulaire du développement. Aujourd'hui, la croissance démographique et le changement climatique perturbent les cycles hydrologiques, mettant en péril l'assainissement, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, les impacts les plus graves touchant les populations à faible revenu.

Au Brésil, la grande variabilité climatique et la distribution inégale de l'eau exacerbent les inégalités sociales historiques. La gouvernance au niveau du bassin sert de pont vital où l'adaptation climatique et la réduction de la pauvreté se rencontrent. En favorisant un accès équitable, ces organisations renforcent la résilience des communautés vulnérables.

Le cadre institutionnel solide du Brésil, ancré par la Constitution de 1988 et la loi n° 9433 (1997), établit le bassin-versant comme

unité fondamentale pour la gestion. Ce modèle favorise la coordination à travers les Comités de bassin-versant, réunissant les entités gouvernementales, les utilisateurs d'eau et la société civile.

Le projet d'intégration du fleuve São Francisco (PISF) est un exemple marquant de cette stratégie. En augmentant la régularité de l'approvisionnement en eau dans la région semi-aride du Brésil, le projet soutient les activités productives locales, améliore les conditions de vie de 12 millions de personnes et atténue les risques de pauvreté climatique.

L'expérience brésilienne montre qu'une adaptation climatique efficace nécessite une gouvernance fondée sur la coopération territoriale et une intégration institutionnelle soutenue.

Marina ROMÃO & Néilton MIGUEL FRIEDRICH,
Ministère de l'intégration et du développement régional, Brésil



La task force Westhoek résilient fixe le cap pour l'avenir de la Belgique

À la suite des inondations sur le bassin-versant de l'Yser fin 2023, le gouvernement flamand a créé la task force Westhoek résilient pour réparer les dommages et préparer la région aux périodes humides et sèches. Deux ans plus tard, un tiers des actions à court terme ont été réalisées. À présent, l'accent est mis sur des solutions à moyen et à long terme, en accordant une attention particulière à la question de la qualité de l'eau.

La Taskforce Weerbare Westhoek se compose de représentants de l'Agence Flamande Terrienne, de l'Agence flamande pour l'environnement, de De Vlaamse Waterweg nv, de la province de Flandre-Occidentale, des autorités des polders et d'experts en climat et en hydrologie.

Le point de départ est formé par les trois P (prévention, protection et préparation). La mise en place d'installations, de digues, de remblais et de puits d'infiltration pour eaux pluviales permet de réduire le risque de dégâts causés par l'eau. Les inondations sont évitées grâce à la création de zones tampons et des systèmes de drainage. L'objectif est d'être préparé aux précipitations ou sécheresses extrêmes.

Les propositions ont été condensées en une trentaine de mesures de terrain dans le cadre d'un programme d'investissement intégré, à finaliser d'ici fin 2028. Les travaux de dragage et d'entretien seront accélérés. Une infrastructure fiable sera mise en place pour une gestion efficace de l'eau et un transport maritime fluide.

La capacité de déchargement de l'Yzer, du Lokanaal, du canal Nieuport-Dunkerque et du Ganzepoot à Nieuwpoort est augmentée,



Le Blankaart Nature Reserve. © Flemish Environment Agency

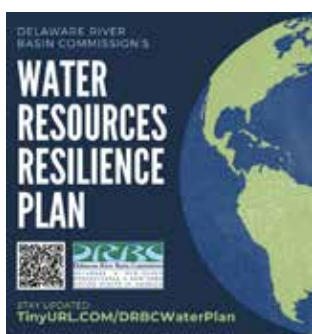
tout en mettant davantage l'accent sur les options de stockage au sein du système d'eau. Des mesures sont également mises en place pour protéger les habitations et les fermes individuelles, tandis que les plus vulnérables d'entre elles sont progressivement supprimées. En outre, des zones tampons seront établies plus près de la source du bassin-versant. Un autre défi majeur est la salinisation, qui menace la production d'eau potable, l'agriculture et l'élevage pendant les périodes de sécheresse.

Avec le nouveau Blue Deal, le programme de gestion de l'eau du gouvernement flamand visant à améliorer la résilience climatique, la capacité à faire face aux périodes humides et sèches est renforcée. Il a été établi que l'Yser faisait partie des domaines stratégiques.



POUR EN SAVOIR PLUS

[Site web](#)



Développement d'un plan de résilience pour le bassin-versant du Delaware

Le bassin-versant du Delaware (DRB) est essentiel pour divers écosystèmes aquatiques et l'eau potable de plus de 14,2 millions de personnes vivant à New York, au New

Jersey, en Pennsylvanie et au Delaware.

La Commission du bassin du fleuve Delaware (DRBC) a été créée pour gérer ces ressources partagées sans tenir compte des frontières politiques. En tant qu'organisme de réglementation chargé de la gestion collective des ressources en eau, la DRBC est bien positionnée pour faire progresser la résilience face au changement climatique et à d'autres dangers. Les 65 années d'expérience de la DRBC ont démontré la réussite de cette gestion coopérative.

En juin 2024, les commissaires de la DRB ont demandé au personnel d'élaborer un plan pour orienter les efforts de la Commission en vue de développer des approches de gestion, y compris des politiques et des règles recommandées, pour améliorer la résilience et l'adaptation face au changement climatique.

Le Water Resources Resilience Plan (Plan de résilience des ressources en eau - PRRE) recommandera les actions que la DRBC peut entreprendre pour gérer les ressources en eau partagées du bassin à travers les impacts connus et potentiels du changement climatique et d'autres défis. Le plan WRRP en 3 phases donnera la priorité aux actions d'évaluation des impacts du changement climatique et de formulation d'approches de gestion pour améliorer la résilience et l'adaptation face au changement climatique et à d'autres dangers.

La phase 1 s'est achevée en mars avec la publication d'un cadre pour le plan de résilience des ressources en eau de la DRBC. Le rapport définit les avantages et les dangers liés aux ressources en eau, les horizons de planification et les scénarios futurs, ainsi que les métriques pour hiérarchiser les actions et activités recommandées. Ces décisions reflètent les contributions recueillies auprès des parties prenantes.



POUR EN SAVOIR PLUS

[Plan de résilience](#)



Résilience climatique et innovation technologique : l'engagement stratégique de l'OMVS dans le bassin du fleuve Sénégal



Le bassin du fleuve Sénégal est confronté à une recrudescence d'aléas climatiques majeurs, tels que la variabilité pluviométrique, des sécheresses prolongées et des inondations récurrentes, exacerbant la salinisation et la dégradation des sols.

Face à ces enjeux, l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS) déploie des initiatives structurantes visant à renforcer la résilience des écosystèmes et des populations riveraines. Au centre de cette stratégie, le projet DREVE-Fleuve Sénégal, soutenu par la Banque mondiale à hauteur de 200 millions de dollars, permet de moderniser la collecte de données,

de sécuriser les zones agricoles et de consolider la résilience des communautés frontalières.

Tirant les leçons des crues majeures de 2024, l'OMVS privilégie désormais une approche de communication d'urgence de proximité grâce à l'opérationnalisation d'un système d'alerte précoce (SAP) de nouvelle génération. Ce dispositif innovant mobilise l'intelligence artificielle pour garantir que l'information critique parvienne aux usagers en temps réel via des canaux adaptés. Il combine une application mobile dotée d'un chatbot intelligent multilingue facilitant les interactions en langues locales et un service d'alerte par SMS pour les zones à faible connectivité.

Piloté par un tableau de bord administratif dédié aux autorités locales, ce système réduit la vulnérabilité des riverains par une diffusion précise des messages de crise tout en favorisant l'usage des technologies numériques.

Parallèlement, l'OMVS poursuit la mise en œuvre de sa Vision 2050, inscrivant la résilience climatique au cœur de ses politiques sectorielles. Cette dynamique s'illustre également par la coopération renforcée autour du Bassin aquifère Sénégal-Mauritanien, confirmant l'engagement de l'organisation pour une gestion intégrée, durable et participative des ressources en eau.

Gestion efficace du bassin du Tage face aux inondations et aux incendies historiques

L'année 2025 a permis de consolider la capacité de réponse de la Confédération hydrographique du Tage (CHT) face aux phénomènes climatiques extrêmes, qu'il s'agisse d'inondations historiques ou d'incendies dévastateurs.

En mars 2025, une succession de tempêtes a provoqué des pluies continues pendant trois semaines. La CHT a réalisé des lâchers d'eau contrôlés (par exemple, au barrage de Cazalegas) qui ont permis de réguler les crues, évitant ainsi des dommages aux personnes et aux biens. Par conséquent, le barrage a atteint un niveau de remplissage historique en mai avec 9 501,64 hm³ et une capacité de 86 %, un record sans précédent depuis le début des relevés.

Durant l'été, les incendies ont touché 50 000 hectares, dont 76 % de la superficie se concentraient à Cáceres. La CHT a investi 2,5 millions d'euros dans des interventions d'urgence :

- Contrôle des sédiments : réalisation de murs de rétention et de barrières à sédiments pour éviter que les cendres ne contaminent les cours d'eau par ruissellement.
- Restauration écologique : traitements forestiers, enlèvement du bois brûlé et plantation d'espèces autochtones pour restaurer la végétation de berge.



Outre la gestion des urgences, la CHT s'est distinguée par sa transparence et a reçu la meilleure note du Conseil de transparence. Parmi les autres faits marquants, citons les travaux d'urgence réalisés sur le « Sifón del Bronco » (Cáceres), l'inauguration de l'Observatoire du Tage à Monfragüe et le lancement du quatrième cycle de planification hydrologique 2028-2033, garantissant une gestion durable à long terme.



POUR EN SAVOIR PLUS

Incendies forestiers de 2025



La moitié de la population mondiale réside dans 310 bassins hydrographiques transfrontaliers traversant 151 États riverains. Pourtant, environ 60% de ces bassins ne bénéficient pas d'un dispositif de coopération structuré, et la plupart des 610 aquifères transfrontaliers restent également sans cadre de gouvernance.

Dans un contexte où les tensions sur les ressources en eau s'intensifient en raison des changements climatiques, de la croissance démographique et des pratiques non durables, la coopération transfrontalière devient un impératif stratégique. Une gestion concertée permet d'optimiser l'exploitation des ressources en eau, de prévenir les conflits et d'améliorer la résilience des territoires partagés.

Les cadres juridiques régionaux et internationaux (dont la Convention d'Helsinki de 1992), ainsi que les Objectifs de Développement Durable (ODD), encouragent le développement de mécanismes de gouvernance transfrontaliers.

La cible 6.5 des ODD vise notamment à «assurer la gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontalière». Pour répondre à ces enjeux, il est essentiel de renforcer les moyens alloués aux organismes de bassin transfrontalier et d'accroître la coordination entre États, afin de garantir une gestion durable et équitable des ressources communes.



Traité sur l'eau entre le Mexique et les États-Unis : des mécanismes de coopération souples



Carte des bassins versants des fleuves Bravo, Colorado et Tijuana © CILA

La gestion des ressources hydriques partagées entre le Mexique et les États-Unis repose sur une architecture institutionnelle solide, centrée sur les bassins des fleuves Colorado et Rio Grande/Bravo. Ces artères vitales, qui irriguent de vastes territoires transfrontaliers s'étendant sur quinze États au total, sont régies par le Traité de 1944 relatif à l'utilisation des eaux des fleuves internationaux. Ce cadre juridique fondamental définit la répartition annuelle des volumes d'eau : 1,85 milliard de mètres cubes du Colorado sont alloués au Mexique, tandis que les États-Unis reçoivent en moyenne 431,7 millions de mètres cubes

issus d'affluents mexicains du Rio Grande. La mise en œuvre de ces dispositions incombe à la Commission internationale des limites et des eaux (CILA/IBWC), un organe binational chargé de résoudre les différends et d'assurer une application technique et diplomatique rigoureuse.

Toutefois, ce mécanisme historique est aujourd'hui confronté aux pressions du changement climatique et de la croissance démographique. Les rapports du GIEC soulignent la vulnérabilité de cette région aride, où une hausse thermique menace de réduire les écoulements et d'intensifier les sécheresses. Pour pallier ces défis, le Traité de 1944 offre une flexibilité remarquable grâce au système des « Actes » (Minutes). Ces accords binationaux contraignants permettent d'ajuster les stratégies de gestion sans renégocier le texte original. Dans le bassin du Colorado, les Actes 319, 323 et 330 ont instauré des mesures de conservation innovantes, incluant le financement conjoint d'infrastructures et la restauration environnementale du delta. De même, l'Acte 331, signé en 2024 pour le Rio Grande, renforce la prévisibilité des livraisons d'eau tout en priorisant la consommation humaine et la résilience des écosystèmes.

L'efficacité de cette coopération repose sur une approche multidisciplinaire impliquant les gouvernements, les autorités locales et la société civile. Les groupes de travail binationaux s'appuient sur des données scientifiques et une ingénierie de précision pour moderniser les infrastructures et améliorer la qualité de l'eau. En définitive, la gestion durable de ces bassins dépend de la pérennité d'un dialogue fondé sur la confiance mutuelle et une vision coordonnée face aux enjeux climatiques globaux.

Reboiser le bassin Koliba-Corubal : une solution naturelle pour retenir l'eau dans les sols

L'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie (OMVG) assure une mission fondamentale de gestion rationnelle des ressources naturelles au sein des bassins de la Gambie, du Kayanga-Géba et du Koliba-Corubal. À cette fin, le Projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PGIRE) du bassin Koliba-Corubal, mis en œuvre en partenariat avec l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et le Fonds pour l'Environnement Mondial, constitue une réponse stratégique aux défis environnementaux majeurs de la Guinée et de la Guinée-Bissau. Ce bassin transfrontalier, bien que doté d'un potentiel écologique exceptionnel, fait face à des pressions anthropiques croissantes, notamment la déforestation et l'agriculture itinérante, accentuées par les effets du changement climatique.

Le projet propose une approche holistique conciliant exploitation et conservation à travers une gouvernance inclusive, la restauration des écosystèmes et un suivi hydrologique rigoureux basé sur des preuves scientifiques. L'une des réalisations phares concerne le reboisement de 100 hectares dans les préfectures de Koundara et Gaoual, ainsi que dans les régions de Gabu, Bafata et Tombali. L'utilisation d'espèces végétales résilientes, couplée à des programmes de formation pour les populations locales, assure la pérennité de la régénération des sols et de la biodiversité.



© OMVG

Ce cadre d'intervention, qui favorise l'accès aux financements climatiques, est conçu comme un modèle répliquable aux autres bassins sous juridiction de l'institution. En consolidant la diplomatie de l'eau et en généralisant les techniques agroécologiques, l'OMVG transforme la gestion des ressources partagées en un puissant levier d'intégration régionale, de résilience climatique et de paix durable pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

Adulai TANZIGORA,
Expert de suivi évaluation projet, OMVG

Rivière Duero : coopération transfrontalière entre l'Espagne et le Portugal



Barrage de Saucelle, rivière Huebra et dernier tronçon du Duero en Espagne. © José Alfonso Bara Cerviño

La coopération transfrontalière entre l'Espagne et le Portugal en matière de gestion des eaux s'appuie sur une longue tradition d'amitié bilatérale, dont le pilier juridique actuel est la Convention d'Albufeira, signée en novembre 1998. Ce cadre de collaboration définit les modalités de gestion des bassins hydrographiques partagés, à savoir le Miño-Limia, le Duero, le Tage et le Guadiana. La Convention fixe notamment un régime de débits à respecter en des points stratégiques afin de préserver les fonctions hydrologiques et environnementales des cours d'eau, tout en garantissant une exploitation durable des ressources hydriques pour les besoins actuels et futurs. Elle établit également les conditions permettant d'identifier les situations d'exception justifiant un écart par rapport à ces régimes de débit.

Le bassin international du Duero, le plus étendu de la péninsule Ibérique avec 98 103 km², est réparti entre l'Espagne (80 %) et le Portugal (20 %). Pour cette zone, la Convention prévoit cinq points de contrôle des débits : Saucelle et Águeda en Espagne, ainsi que Miranda, Bemposta et Crestuma au Portugal, ce dernier étant situé à proximité de l'embouchure. Au niveau du dernier point de contrôle espagnol, le volume minimal annuel est fixé à 3 800 hm³, soit un quart des ressources moyennes générées en Espagne. De même, à Crestuma, le volume minimal annuel s'élève à 5 000 hm³.

Tenant compte de la variabilité climatique, des critères d'exception sont activés lorsque les précipitations en Espagne n'atteignent pas 65 % des valeurs historiques enregistrées entre les années hydrologiques 1945/1946 et 2021/2022. La Convention d'Albufeira demeure un instrument fondamental pour réguler les relations hydriques entre les deux pays, favorisant une gestion rationnelle des écosystèmes et une réponse coordonnée face aux phénomènes extrêmes tels que les crues et les sécheresses.





Résilience climatique dans le bassin du Mékong : l'ambition d'une coopération transfrontalière unifiée

Le changement climatique affecte d'ores et déjà le bassin du Mékong. La hausse des températures, des précipitations changeantes, des inondations, des sécheresses et l'augmentation du niveau de la mer compliquent la vie des habitants au Cambodge, au Laos, en Thaïlande et au Vietnam.

Pour faire face à ces difficultés, la Commission du Mékong (MRC) a élaboré la stratégie et le plan d'action d'adaptation au changement climatique du Mékong (MASAP), que les pays membres de la MRC ont approuvés en 2017. Le MASAP propose un plan commun pour faire face aux risques climatiques dans l'ensemble du bassin, tout en répondant aux besoins nationaux et locaux.

Depuis 2018, la MRC aide les pays membres à intégrer l'adaptation climatique dans leurs politiques, plans et programmes nationaux, garantissant ainsi que les idées régionales mènent à un réel changement. Des projets transfrontaliers tels que le projet conjoint 9C-9T sur la gestion des inondations et des sécheresses et la coopération entre les bassins-versants Sekong, Sesan et Srepok (3S) montrent que les pays peuvent résoudre des problèmes communs en planifiant ensemble et en instaurant un climat de confiance.

Le sous-bassin 9C-9T, que se partagent le Cambodge et la Thaïlande, en est un bon exemple. Avec l'aide de la MRC, les deux pays ont convenu d'un plan directeur et d'un plan conjoint axé sur



© MRC

l'utilisation de solutions basées sur la nature pour s'adapter à la situation. La restauration et la protection de ces systèmes aident les communautés à faire face aux inondations et aux sécheresses et à préserver leurs moyens de subsistance à long terme. Ces efforts sont étayés par des données, des études économiques et des outils faciles à utiliser tels que l'atlas du bassin en ligne, qui sont disponibles dans les langues locales.

Aujourd'hui, la MRC continue d'aider les pays en trouvant des financements pour le climat, y compris en s'efforçant d'obtenir le soutien du Fonds vert pour le climat et du Fonds d'adaptation. Ainsi, les projets d'adaptation peuvent se développer et bénéficier aux personnes qui en ont le plus besoin.

Approches high-tech pour une utilisation durable de l'eau : expérience régionale du EC IFAS et de l'AFD dans l'amélioration des pratiques d'irrigation



Depuis 2025, le Comité exécutif du Fonds international pour la sauvegarde de la mer d'Aral (EC IFAS), avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD), met en œuvre le projet « Correction du zonage de l'hydromodule du bassin-versant du Syr-Daria à l'aide de données de télédétection et de technologies de cartographie par satellite pour adapter la consommation d'eau et les systèmes d'irrigation des cultures agricoles cultivées dans la région ». Le projet couvre plus de 1,7 million d'hectares de terres irriguées dans le sud du Kazakhstan et la vallée de Ferghana en Ouzbékistan. Son principal objectif est d'ajuster les limites du zonage de l'hydromodule (HMZ) et d'élaborer des

recommandations scientifiques pour les normes et les systèmes d'irrigation pour les cultures clés.

Le HMZ est considéré comme un outil adaptatif pour la gestion des ressources en eau et en terre, en tenant compte des facteurs climatiques, agronomiques, hydrologiques et de sol. Le projet intègre des données issues de technologies de télédétection, d'observations sur le terrain et de systèmes d'information géographique (SIG). Le modèle SEBAL est utilisé pour évaluer la consommation réelle d'eau.

Les résultats du projet incluront des cartes HMZ mises à jour, une plateforme de cartographie interactive, des recommandations d'irrigation adaptative et une base de données unifiée, contribuant ainsi à améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau et la résilience de l'agriculture irriguée dans des conditions climatiques changeantes.

Le projet est particulièrement pertinent pour la région du bassin de la mer d'Aral, caractérisée par un climat aride et des ressources en eau limitées. Sa mise en œuvre renforcera la résilience de la production agricole, favorisera une utilisation plus rationnelle des ressources en eau devenues rares et posera les bases d'un développement durable sur le long terme pour la région.

S. BEKMAGANBETOV, S. SHALMAGANBETOVA
EC IFAS, Astana, Kazakhstan



La gestion intégrée de la ressource en eau et la préservation de la biodiversité sont étroitement liées. Ce sont des solutions pour faire face à la dégradation des habitats et la disparition des espèces accentuées par l'artificialisation des milieux naturels, les changements climatiques et autres pressions démographiques, économiques et industrielles, et à l'altération du cycle de l'eau.

Pour répondre à cette crise, il est essentiel d'harmoniser les politiques de l'eau et de la biodiversité et de mettre en œuvre des Solutions Fondées sur la Nature (SFN) à

l'échelle des bassins. Les Mesures Naturelles de Rétention des Eaux (MNRE) jouent un rôle clé en favorisant la régulation des flux hydriques, la prévention des inondations et des sécheresses, tout en préservant les écosystèmes.

Le financement de ces actions peut être assuré par les plans de gestion de bassin et des mécanismes innovants tels que les paiements pour services environnementaux. En mobilisant une approche concertée et en multipliant ces initiatives, les bassins deviennent des territoires clés pour la préservation durable de la biodiversité.



Résilience partagée : un modèle de paix et de restauration sur le fleuve Colorado



Site de restauration écologique sur le fleuve Colorado, à la frontière entre le Mexique et les États-Unis. © Restauremos El Colorado

Dans un contexte mondial marqué par une pénurie croissante d'eau, le bassin inférieur du fleuve Colorado, situé à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, avant son embouchure historique dans le golfe de Californie, s'est imposé comme une référence internationale en matière de coopération et d'adaptation au changement climatique. Grâce à la mise en œuvre des Actes 319 et 323 de la Commission internationale des limites et des eaux (CILA/IBWC) dans le cadre du Traité sur les eaux internationales entre le Mexique et les États-Unis de 1944, les deux pays ont mis en place un cadre de coopération transfrontalière sans précédent, en allouant plus de 400 millions de mètres cubes d'eau à des fins environnementales dans l'une des régions les plus arides d'Amérique du Nord.

Au-delà des accords juridiques, la solidité de ce processus réside dans son modèle novateur de gouvernance participative. La collaboration étroite entre les gouvernements fédéraux et la société civile organisée, coordonnée par l'Alliance Revive el Río Colorado, a permis de dépasser la planification théorique pour mettre en œuvre des actions concrètes sur le terrain grâce à une approche stratégique intégrant la surveillance environnementale et la restauration écologique des habitats riverains. Cette synergie technique et opérationnelle a facilité la restauration effective de plus de 540 hectares, démontrant ainsi que la gestion

transfrontalière de l'eau peut être inclusive et efficace. De plus, la collaboration avec les producteurs de la région offre une voie viable pour moderniser l'agriculture et atténuer les effets du changement climatique.

Les résultats de ce travail conjoint sont aujourd'hui visibles dans le paysage. Le retour de forêts denses de peupliers et de saules, associé à la revitalisation des zones humides, a déclenché une remarquable régénération de la biodiversité : on estime que, lors d'une journée moyenne de migration, le delta accueille environ 250 000 oiseaux de rivage. Par ailleurs, ces efforts coordonnés favorisent le rapprochement des communautés de la vallée de Mexicali avec leur fleuve, en rétablissant des espaces de cohabitation et de valeur bioculturelle dans des zones qui avaient subi une dégradation.

Cette initiative confirme que la sécurité hydrique et la restauration écologique ne sont pas des objectifs incompatibles, mais des piliers complémentaires pour garantir la durabilité future des bassins transfrontaliers.

MORELOS Michelle et DE LA PARRA RENTERIA Carlos A.,
Alliance Revive el Río Colorado

RESÉNDEZ MALDONADO Adriana et BEATRIZ Carolina,
Section mexicaine de la Commission internationale des limites et des eaux entre le Mexique et les États-Unis



Madagascar : eau et biodiversité, une approche intégrée



© OIEau

À Madagascar, la gestion des ressources naturelles, notamment de l'eau, est étroitement liée à la préservation de la biodiversité. La Grande Île concentre près de 5 % de la biodiversité mondiale, avec plus de 250 000 espèces recensées, dont 70 % endémiques, tandis que les forêts ont été réduites à environ 10 % de leurs surfaces originelles (Fonds Mondial pour la Nature - WWF).

Au moment de lancer un projet d'appui à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) dans un bassin pilote (celui du fleuve

Sambirano) dans la région DIANA au Nord de Madagascar, avec l'appui technique et financier de l'Agence de l'eau Artois-Picardie, il a donc semblé naturel d'y intégrer une composante dédiée à la préservation de la biodiversité. En l'occurrence, l'idée est d'appuyer la création d'une réserve de biosphère au sein de cette même région DIANA.

L'appui à la GIRE dans le bassin du Sambirano permettra de renforcer la gouvernance locale d'une part, d'alimenter les réflexions relatives à la gestion de l'eau aux échelles régionale et nationale d'autre part mais aussi de proposer un plan d'actions pour la mise en place de cette réserve.

Au même titre que l'accès facilité aux services essentiels pour la population, la protection de la biodiversité sera clairement l'une des clés de la réussite de cette démarche : aux pressions subies, telles que la déforestation des réponses partagées doivent être apportées, avec l'implication de la jeunesse, pour permettre d'améliorer les conditions de vie de la population et des espèces, interconnectées sur le long terme.

Projet NATALIE : restaurer les écosystèmes aquatiques pour adapter les territoires aux changements climatiques

Le projet NATALIE, soutenu par le programme Horizon de l'Union européenne, constitue une initiative stratégique d'envergure internationale visant à renforcer la résilience des territoires face aux dérèglements climatiques. Regroupant 43 partenaires issus de 13 pays, ce programme repose sur le déploiement de Solutions fondées sur la Nature (SfN) pour optimiser les fonctions hydrologiques et écologiques des écosystèmes. À travers huit sites de démonstration répartis en Europe, NATALIE favorise une approche collaborative impliquant collectivités, gestionnaires de l'eau, scientifiques et citoyens pour co-construire des réponses pérennes aux défis posés par l'intensification des sécheresses et des phénomènes météorologiques extrêmes.

Le démonstrateur, implanté dans le bassin de la Vienne, illustre cette méthodologie intégrée dédiée à la restauration des écosystèmes aquatiques. Ce volet mobilise des acteurs institutionnels majeurs, notamment l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Vienne, le Parc naturel régional de Millevaches en Limousin et le Syndicat d'aménagement du bassin de la Vienne. Deux interventions techniques complémentaires y sont expérimentées pour sécuriser la ressource en eau. La première, située sur la tourbière du Mont sous l'égide du Conservatoire d'espaces naturels de Nouvelle-Aquitaine, consiste en la neutralisation de drains afin de restaurer la capacité naturelle de stockage hydrique et le soutien d'étiage de la zone humide. La seconde action vise



Travaux d'effacement d'étangs sur le Bassin de la Vienne dans l'objectif de reconstituer la continuité hydrologique © EPTB Vienne

à rétablir la continuité écologique des ruisseaux par l'effacement de plans d'eau en barrage, réduisant ainsi significativement les pertes par évaporation durant la période estivale.

En associant un suivi scientifique rigoureux à des démarches de sciences citoyennes, le projet NATALIE permet d'intégrer durablement les SfN dans les stratégies de planification des bassins versants. Cette synergie entre priorités locales, nationales et européennes favorise l'émergence de modèles de gestion de l'eau plus résilients, capables de concilier la préservation de la biodiversité avec les impératifs d'adaptation climatique des territoires.

Elisa BEZIER, OIEau
Thelma PELLICER, OIEau





Du fleuve au marché : les algues d'eau douce du Mékong représentent une nouvelle source de revenus pour la population locale

Début novembre 2025, la Commission du Mékong, le secrétariat du Comité national du Mekong du Laos et Gulf Energy Development ont lancé un produit à base d'algues d'eau douce provenant du Mékong dans le village de Muang Kham. Le projet consiste à transformer le Khai Paen, une algue d'eau douce riche en nutriments que les habitants ont l'habitude de récolter, en un produit moderne et respectueux du climat qui peut être vendu sur de nombreux marchés.

Dans le cadre du projet, des méthodes de culture écologiques sont mises en place, les techniques de séchage sont améliorées et les emballages sont optimisés afin d'aider les agriculteurs à fabriquer des produits de meilleure qualité, à les conserver frais plus longtemps et à gagner plus d'argent. L'objectif est également de protéger l'écosystème du fleuve dont le Khai Paen a besoin, permettant ainsi à la communauté de faire mieux face au changement climatique.

Avec l'aide de l'Institut thaïlandais de recherche scientifique et technologique, les agriculteurs bénéficient d'une formation pratique qui combine leurs connaissances locales avec la science moderne. Cela permet de créer un produit qui conserve son goût traditionnel et ses valeurs nutritionnelles tout en répondant aux besoins actuels du marché.



© MRC

L'initiative construite autour de cette algue d'eau douce est véritablement axée sur les personnes. Elle montre que l'adaptation climatique, les nouvelles idées et la collaboration peuvent transformer les connaissances locales en emplois durables. Alors que les dirigeants et partenaires locaux prévoient d'étendre le projet, l'algue d'eau douce du Mékong est un bon exemple de la manière dont les communautés peuvent prospérer tout en protégeant le fleuve dont elles dépendent.

GIRE et résilience climatique dans le bassin du Portoviejo : enjeux et biodiversité



La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) constitue un levier stratégique pour la sécurité hydrique face aux défis climatiques contemporains, et l'adaptation climatique et la préservation de la biodiversité sont des piliers essentiels de la résilience territoriale. Le bassin du fleuve Portoviejo, situé dans la province de Manabí en Équateur, vital pour la consommation humaine et l'agriculture, subit une forte variabilité climatique, oscillant entre sécheresses prolongées et précipitations intenses liées au phénomène El Niño, qui entraînent une érosion accrue et une dégradation de la qualité de la ressource.

La mise en œuvre de la GIRE dans ce bassin privilégie des stratégies de conservation et de restauration écologique. La protection des zones de recharge hydrique, la reforestation des berges avec des espèces indigènes et la promotion de l'agroécologie durable sont des mesures clés pour améliorer la régulation naturelle du cycle de l'eau. Ces Solutions fondées sur la Nature (SfN) utilisent la biodiversité comme un levier stratégique pour atténuer les risques d'inondation et réduire la vulnérabilité environnementale et sociale.

L'efficacité de ces interventions dépend d'une gouvernance inclusive unissant les organismes de bassin, les autorités locales et les communautés rurales. Cette articulation garantit une planification territoriale cohérente et une appropriation sociale des mesures de conservation. En conclusion, le cas de Portoviejo démontre que l'intégration de la biodiversité dans la gestion de l'eau est indispensable pour édifier des bassins résilients. Cette dynamique s'inscrit directement dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, notamment les ODD 6, 13 et 15, assurant ainsi la pérennité des services écosystémiques et le développement socio-économique régional.



Renforcement de la coopération transfrontalière entre le Canada et les États-Unis dans le domaine de l'eau par l'intermédiaire de la Commission mixte internationale

Depuis plus d'un siècle, la Commission mixte internationale (CMI) est la pierre angulaire de la coopération dans le domaine de l'eau entre le Canada et les États-Unis dans le cadre du Traité relatif aux eaux limitrophes de 1909. En charge de la prévention et de la résolution des litiges sur les eaux partagées, l'efficacité de la CMI découle d'une approche impartiale et scientifique ainsi que d'un engagement en faveur d'une prise de décision fondée sur le consensus. Ce modèle de gouvernance garantit des relations transfrontalières stables et prévisibles, gérées par l'intermédiaire de plus de 15 comités dédiés à des bassins spécifiques, y compris un conseil consultatif essentiel dans le cadre de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs entre le Canada et les États-Unis. En 2024, la CMI a adopté trois priorités stratégiques pour moderniser son mandat et relever les défis environnementaux en constante évolution.

La première priorité, « Renforcer l'approche intégrée à l'égard des bassins hydrographiques transfrontaliers », met l'accent sur un objectif basé sur les écosystèmes pour la régulation du niveau de l'eau, la répartition et l'atténuation des inondations. La deuxième priorité de la Commission vise à « Renforcer le rôle des Autochtones dans la gouvernance collaborative ». Un exemple marquant est l'étude conjointe de la pollution de l'eau dans le bassin hydrographique d'Elk-Kootenai/y, menée aux côtés du peuple Ktunaxa, qui souligne un engagement à entrelacer les systèmes

de connaissance occidentaux et indigènes tout en respectant les droits indigènes. La troisième priorité consiste à « Améliorer les opérations internes » grâce à une approche unifiée « une CMI » pour renforcer la valeur et la communication

organisationnelles. Alors que les problèmes liés à l'eau nécessitent des solutions sur mesure au niveau local, la CIM reconnaît que les défis mondiaux tels que les efflorescences algales nocives et l'extrême variabilité climatique sont universels. Par conséquent, la Commission recherche activement l'échange de connaissances avec d'autres organisations internationales de bassins-versants afin de favoriser la coopération et d'améliorer la résilience au profit des communautés locales et de l'environnement commun.



Commissaires de la CMI (de gauche à droite) : Lance Yohe (États-Unis), Susan Chiblow (Canada), Merrell-Ann Phare (Canada), Pierre Baril (coprésident canadien), Gerald H. Acker (coprésident américain) et Robert Gioia (États-Unis). Photo prise en juillet 2024, à Sault Ste. Marie, au Canada. © IJC



POUR EN SAVOIR PLUS

Site de la CMI

École flottante sur le lac Atitlán : une innovation pédagogique de l'AMSCLAE pour la gestion de l'eau



© AMSCLAE

L'École flottante Atitlán est un programme éducatif novateur mené par l'Autorité pour la gestion durable du bassin du lac d'Atitlán et de son environnement (AMSCLAE) au Guatemala. Conçue comme un outil stratégique pour la gestion globale des ressources en eau, cette initiative place l'éducation environnementale au cœur de l'autonomisation des communautés, de l'application de la science et du respect de l'identité culturelle et naturelle de la région. Grâce à une méthodologie innovante qui utilise un bateau comme salle de classe dynamique, le projet implique les élèves des derniers cycles de l'enseignement primaire dans un processus d'apprentissage complet structuré en trois phases annuelles consécutives. Le cadre académique comprend six

modules essentiels : la reconnaissance de l'écosystème lacustre, la qualité de l'eau, la biodiversité, la conservation des sols et l'érosion, ainsi que la gestion des déchets et les stratégies de lutte contre la pollution émergente.

Au cours de la première année, l'apprentissage se déroule dans les établissements scolaires à travers des activités de recherche et d'exploration sur les écosystèmes locaux. La deuxième phase transpose l'expérience directement au lac, permettant une interaction qui encourage la réflexion critique et le travail collaboratif pour proposer des solutions environnementales. Enfin, la troisième année se concentre sur la transmission des connaissances et la mise en œuvre d'actions concrètes au profit de l'environnement scolaire et communautaire. Cette initiative bénéficie de l'accompagnement technique du Département d'éducation environnementale de l'AMSCLAE et s'articule rigoureusement avec le programme national de base du ministère de l'Éducation. Après un cycle réussi en 2025, auquel ont participé plus de 600 enfants et enseignants de dix établissements publics, le programme étendra sa couverture en 2026 pour atteindre les 15 communes du bassin, s'imposant ainsi comme un modèle de formation citoyenne pour la durabilité de l'eau.

Défis climatiques : le cas des bassins PCJ (São Paulo, Brésil)

L'année 2025 confirme une tendance thermique alarmante, impactant l'eau douce mondialement. Au Brésil, l'Agence Nationale de l'Eau (ANA) prévoit une baisse de 40 % de la disponibilité hydrique d'ici 2040 dans les principaux bassins hydrographiques.

Le stress hydrique au quotidien

Les bassins PCJ (rivières Piracicaba, Capivari et Jundiaí) vivent déjà sous pression. Avec une disponibilité de 937 m³/hab/an (chutant à 450 m³ en période de sécheresse), la région a structuré sa gestion de l'eau dès 1989 via le Consortium PCJ. Le suivi hydrologique mensuel mis en place a montré en 2025 une instabilité climatique flagrante : malgré un mois d'avril pluvieux, les débits fluviaux sont restés déficitaires, novembre affichant une baisse de 53,7 % par rapport à la normale.

Des actions concrètes pour la résilience

Pour garantir la sécurité hydrique, le Consortium déploie une stratégie multi-axée :

- **Restauration écologique** : Plantation de 4,5 millions d'arbres (800 000 tonnes de CO₂ séquestrées).
- **Assainissement** : Traitement des eaux usées passé de 3 % à 85 %.



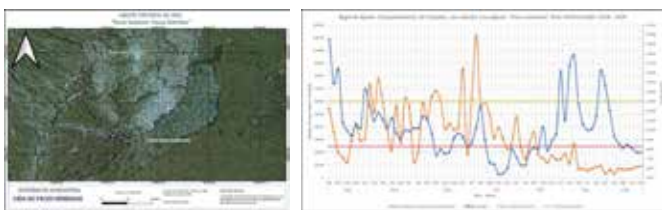
© PCJ

- **Efficacité** : Réduction des pertes en eau de 50 % à 35 %.
- **Infrastructures** : Construction de nouveaux réservoirs et gestion intégrée des ressources.
- **Sensibilisation** et encouragement de politiques publiques en faveur de l'utilisation rationnelle de l'eau.

Le renforcement de cette gestion systémique est vital pour transformer la vulnérabilité actuelle en résilience face aux extrêmes climatiques.

Coopération transfrontalière et science appliquée : les clés de la conservation de la biodiversité fluviale

Trente ans de coopération entre l'Argentine et le Paraguay dans la gestion des ressources halieutiques partagées



La protection de la biodiversité fluviale, et en particulier de la faune ichtyologique, repose sur l'intégration croissante entre les connaissances scientifiques et l'élaboration de cadres réglementaires adaptés. Dans les cours d'eau transfrontaliers, cette articulation exige en outre une coordination internationale efficace, fondée sur des processus soutenus et cohérents.

Dans ce contexte, la science ne se limite plus à décrire les espèces, mais fournit des paramètres techniques clés pour la gestion intégrée des ressources en eau et la restauration des écosystèmes. Cette perspective est fondamentale dans les bassins partagés, où la prise de décision nécessite des approches coordonnées entre les pays concernés.

L'expérience de la République argentine et de la République du Paraguay constitue un exemple pertinent dans la région. La «Convention pour la conservation et le développement des ressources halieutiques dans les tronçons partagés des fleuves Paraná et Paraguay», en vigueur depuis plus de trente ans, a permis de consolider un dispositif de coopération axé sur la protection intégrale de la ressource.

Ce cadre facilite l'harmonisation des critères de suivi des espèces, la mise à jour des inventaires, l'évaluation des événements hydrologiques extrêmes et de leurs impacts sur la faune de la région, ainsi que l'analyse des pratiques de production et de leurs effets sur les écosystèmes.

De même, il favorise une gestion adaptative fondée sur des données scientifiques, renforçant la prise de décision face à la variabilité et au changement climatique, et ouvrant de nouveaux défis pour la coopération binationale en matière de gestion durable des ressources partagées.



POUR EN SAVOIR PLUS

Site web

Stratégies de conservation des écosystèmes dans le sous-bassin de la rivière Machángara (Équateur)

La conservation des écosystèmes de la zone de réalimentation en eau du sous-bassin de la Machángara est vitale pour l'exploitation des services environnementaux, notamment l'eau destinée à la consommation humaine de 60 % de la population du bassin, l'approvisionnement en eau d'irrigation de 3 900 foyers, la production de 39,5 MW d'énergie hydraulique et l'approvisionnement des 134 industries du parc industriel.

Les pressions et les menaces liées au changement d'affectation des sols et aux activités anthropiques, telles que les incendies de forêt et l'élevage extensif, mettent en péril la stabilité écologique, l'état de conservation des écosystèmes et la disponibilité des biens et services environnementaux.

Ainsi, plusieurs stratégies sont mises en œuvre, comme la création de la zone de conservation et d'utilisation durable des sols (ACUS) en 2021. Compte tenu de la fragilité de l'écosystème et de son importance écologique pour la conservation des services environnementaux dont bénéficie la population et en vertu de l'article 405 de la Constitution qui stipule ce qui suit :

« Le système national des zones protégées garantira la conservation de la biodiversité et le maintien des fonctions écologiques. Le système sera composé des sous-systèmes étatiques autonomes décentralisés, communautaires et privés, et sa direction et sa réglementation seront exercées par l'État (...) »

L'actuel ministère de l'Environnement et de l'Énergie (MAE) a créé la « zone protégée d'État Refuge de vie sauvage Machángara – Tomebamba » par accord ministériel n° MAATE 2023-095, dont la

superficie initiale était de 24 958 ha, qui a été étendue à 41 820 ha en novembre 2024 par accord n° MAATE-MAATE-2024-0072-A, créant ainsi une connectivité avec le parc national Cajas.

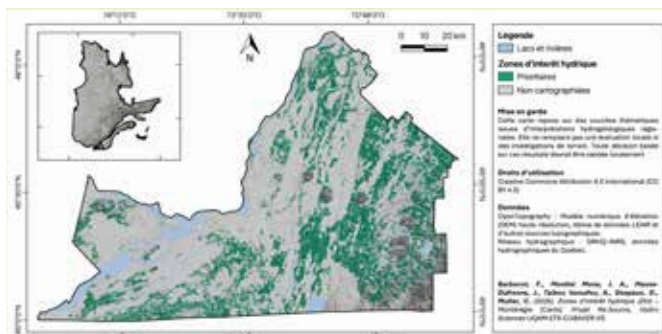
Avec cette déclaration, 19 358 ha du bassin moyen et supérieur sont intégrés au système national des zones protégées, garantissant ainsi la conservation des écosystèmes de montagne.



Calina DÍAZ GRANDA,

Directrice de la Commission technique du Comité de conservation du bassin de la rivière Machángara

Re-Source : un partenariat régional entre chercheurs, organismes de bassin versant et municipalités aux fins de la protection des eaux souterraines en Montérégie (Québec)



Berceau de l'agriculture au Québec et connaissant une forte croissance démographique, la Montérégie est aux prises avec des sécheresses estivales fréquentes, exigeant désormais une gestion optimale des ressources hydriques.

Le volet scientifique de Re-Source a collecté des informations clés pour l'évaluation des ressources en eau en Montérégie. Un effort important a été réalisé pour normaliser les informations, notamment la recharge des eaux souterraines, à l'échelle de la région tout en incluant les petits aquifères non considérés dans

les précédentes études. Une nouvelle carte de zones d'intérêt hydrique a été partagée aux partenaires, qui permet d'identifier les zones à sanctuariser pour préserver les ressources en eau et se préparer à la crise climatique qui nous attend.

Le volet éducatif propose un Guide de bonnes pratiques de protection des eaux souterraines et des zones de recharge. Ce Guide présente 29 bonnes pratiques sous six thèmes : économie d'eau, prévention de la contamination, aménagement du territoire, promotion de l'infiltration de l'eau dans le sol, surveillance et suivi et transfert de connaissances et accompagnement. Les bonnes pratiques retenues vont au-delà du cadre légal et leur présentation s'appuie sur des exemples concrets provenant du Québec, d'ailleurs au Canada et de la France.

Les résultats de Re-Source outilleront les municipalités dans leur travail de planification et d'aménagement du territoire afin d'assurer la pérennité et la protection des ressources en eau par une gestion intégrée.

Lorraine CARON, PhD, Consultante, COBAVER-VS

Florent BARBECOT, PhD, Chaire UNESCO en Changements Environnementaux à l'Échelle du Globe, UQAM

Estonie : préserver l'état des masses d'eau grâce à l'action intégrée des bassins-versants



© Sven Zacek

L'état général des masses d'eau en Estonie occidentale est affecté par les charges nutritives, la pollution héritée, l'altération de l'hydrologie et les pressions d'utilisation des sols. Le projet LIFE SIP WetEST, financé par l'UE, s'emploie à résoudre ces problèmes grâce à une approche systémique qui renforce la gestion des bassins-versants, fait progresser les mesures concrètes et améliore la coopération entre les secteurs.

Le bassin-versant de l'Estonie occidentale comprend 347 rivières, 43 lacs et 14 masses d'eau côtières. En 2024, seuls 57 % des eaux de surface ont atteint un bon état. L'amélioration de l'état des eaux de surface nécessite des actions à la fois sur terre ferme – dont émanent de nombreuses pressions – et dans les masses d'eau elles-mêmes : la réduction des polluants à leur source et

l'adaptation des pratiques de gestion des terres sont essentielles à l'amélioration sur le long terme.

Les projets pilotes WetEST démontrent comment accélérer la récupération écologique. Dans le cas du lac Harku, la capture d'un grand nombre de poissons juvéniles aide les plantes aquatiques à se rétablir et améliore les conditions de vie pour les poissons natifs. Dans la baie de Haapsalu, l'élevage d'algues et de moules est étudié comme méthode naturelle permettant de réduire les concentrations de nitrates et améliorer la qualité globale de l'eau. D'autres actions portent sur la pollution héritée, les substances dangereuses, les pratiques agricoles respectueuses de l'eau et les améliorations hydromorphologiques telles que la suppression des barrières à la migration.

Un nouveau modèle de gouvernance fondé sur les bassins versants réunit les parties prenantes plus tôt dans le processus et de manière plus cohérente, ce qui permet une mise en œuvre coordonnée du plan de gestion du bassin-versant d'Estonie occidentale. Cette approche contribue à trouver un compromis entre les objectifs environnementaux et les besoins agricoles et de développement local.

Grâce à ces efforts combinés, WetEST vise à porter la part des masses d'eau en bon état à 70 % et à renforcer les bases d'une gestion durable et à long terme des eaux de l'Estonie occidentale.

Mari SEPP,

Chef de projet LIFE WetEST

Gestion du lac Vesijärvi (Finlande) : un projet de restauration à long terme

La Fondation du lac Vesijärvi est une initiative finlandaise qui combine des ressources publiques et privées pour assurer le financement des efforts de recherche et de gestion axés sur le lac Vesijärvi et les plus petits lacs voisins dans la ville de Lahti, dans le sud de la Finlande. La fondation s'efforce également d'améliorer la sensibilisation du grand public à la gestion de l'eau dans le bassin-versant.

Au début des années 1970, le lac Vesijärvi était connu comme un grand lac pollué et eutrophique en Finlande. Un programme de restauration a débuté avec le détournement des eaux usées urbaines au milieu des années 1970 et a été suivi d'une série de mesures mises en œuvre à la fois dans le lac même et dans son bassin-versant. Aujourd'hui, le lac Vesijärvi est une zone de loisirs populaire et animée où les gens peuvent nager, pêcher et faire du bateau. Cette transformation a été rendue possible grâce aux efforts déployés par l'ensemble de la communauté locale. Dans son rapport sur l'état de l'eau en Europe en 2024, l'Agence européenne de l'environnement met en avant la restauration du lac Vesijärvi comme un exemple pour la gestion des lacs en Europe. Selon l'AEE, le travail réalisé pour le lac Vesijärvi met en avant quatre piliers clés pour une restauration réussie d'un lac : une bonne

compréhension scientifique, une politique et une gouvernance efficaces pour la gestion du lac, des partenariats de financement public-privé sur plusieurs décennies et une sensibilisation locale étendue aux avantages sociaux et économiques de la restauration. Cependant, le lac nécessite un entretien et une surveillance continus. Le changement climatique met en avant la nécessité de combiner des mesures consistant à réduire les facteurs de stress externes et à atténuer les charges internes. Les efforts déployés actuellement se concentrent sur les masses d'eau où les cycles du carbone et du phosphore interagissent, compte tenu de leurs conséquences tant sur le climat que sur l'état écologique.



© Erika Vuori

Hangzhou 2025 : une ville qui ouvre la voie à une nouvelle ère pour les réserves de biosphère et la gouvernance des bassins-versants



Présentation de l'alliance des cinq Réserves MAB de l'UNESCO le long du fleuve Po (Monviso, CollinaPo, Ticino Val Grande Verbano, Po Grande, Po Delta) au Congrès mondial de Hangzhou © ADBPO

Le 5^e Congrès mondial des réserves de biosphère de l'UNESCO, qui s'est tenu à Hangzhou en septembre 2025, a marqué une étape décisive pour le Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB). Réunissant 4000 participants originaires de 150 pays, l'événement a réaffirmé le rôle des réserves comme laboratoires vivants pour le développement durable. Avec l'ajout de 26 nouveaux sites, le réseau mondial compte désormais 784 réserves, ce qui reflète une ambition renouvelée en matière de biodiversité et d'adaptation climatique. La synergie entre ces zones et la gouvernance des bassins-versants faisaient partie des principaux sujets discutés. Conformément aux principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), le programme MAB fournit des plateformes territoriales pour restaurer les écosystèmes d'eau douce et promouvoir une gouvernance inclusive à différentes échelles.

Deux documents-cadres ont été adoptés au cours des discussions, à savoir la déclaration de Hangzhou, qui décrit une feuille de route sur dix ans, et le Plan d'action stratégique 2026-2035, qui fixe 34 objectifs de restauration écologique et de coopération à l'échelle du bassin. Un résultat clé a été le lancement officiel du réseau « People for Living Waters », spécifiquement dédié aux rivières et aux zones humides. Coordonné par la France, l'Allemagne et l'Italie, ce réseau rassemble 200 sites dans le but de promouvoir des Solutions fondées sur la Nature pour faire face aux pressions anthropiques et au changement climatique. L'expérience italienne, menée par l'Autorité du Bassin du fleuve Po, a été mise en avant comme modèle, démontrant que la coordination des réserves le long d'un seul système fluvial permet d'optimiser la résilience territoriale. Enfin, le Congrès a consolidé l'engagement en faveur de l'engagement des jeunes, un rôle qui sera encore renforcé lors du prochain forum mondial de la jeunesse prévu en Italie en 2026. Hangzhou confirme que le cadre flexible du MAB constitue un levier opérationnel majeur pour les organisations de bassins-versants à l'échelle mondiale.

Ludovica RAMELLA,

Secrétariat technique de la Réserve MAB Po Grande de l'UNESCO au sein de l'Autorité du bassin du fleuve Po

InnWater : accompagner les organismes de bassin avec des outils opérationnels et des conseils

Partout en Europe, les organismes de bassin sont soumis à une pression croissante pour garantir la sécurité des ressources en eau, concilier des usages concurrents et planifier des investissements à long terme dans un contexte de changement climatique et d'incertitude. InnWater, un projet financé par l'Union européenne et coordonné par l'Office International de l'Eau (OIEau), relève ce défi en transformant l'expérience de terrain en outils opérationnels et en conseils destinés à la prise de décision au niveau des bassins.

Le projet a été mis en œuvre dans cinq territoires pilotes à travers l'Europe, y compris les régions ultrapériphériques de l'Union européenne (UE), couvrant divers enjeux liés à l'eau tels que la pénurie, la qualité de l'eau, les compromis en matière d'allocation et la tarification. Dans chaque projet pilote, InnWater a combiné une évaluation de la gouvernance (acteurs, rôles, mécanismes de coordination, règles et capacités) avec un dialogue entre les parties prenantes et des processus participatifs impliquant les institutions, les usagers de l'eau et la société civile. Ces ressources aident les acteurs des bassins à structurer les diagnostics de gouvernance, à faciliter le dialogue et à comparer les options politiques ou tarifaires afin d'identifier des voies d'amélioration réalistes.

Alors que le projet entre dans sa phase finale, InnWater rassemble ses résultats au sein d'une plateforme de gouvernance en ligne



et d'un environnement d'apprentissage, conçus pour soutenir le renforcement des capacités et la reproduction des résultats au-delà des sites pilotes. Parallèlement, le projet a exploré la transférabilité vers d'autres territoires européens, en identifiant les facteurs clés pour l'adoption et la mise à l'échelle.

D'ici 2026, InnWater fournira aux parties prenantes des bassins hydrographiques un ensemble cohérent d'outils et d'enseignements tirés de l'expérience afin d'améliorer la coordination, de soutenir des décisions transparentes et d'accélérer la mise en œuvre de solutions de gouvernance durable de l'eau.

POUR EN SAVOIR PLUS



[Plateforme de gouvernance](#)

[Site web du projet](#)



AUBAC : déployer SPOT pour un territoire plus sûr et plus intelligent



© AUBAC

Face à l'intensification des conditions météorologiques extrêmes et au besoin de surveillance des infrastructures, l'Autorité italienne du bassin central de l'Apennin (AUBAC) a décidé d'utiliser SPOT, le quadrupède novateur de Boston Dynamics, en tant que nœud numérique mobile pour collecter de manière sécurisée des données dans des zones difficiles d'accès ou inaccessibles. SPOT pèse 32 kg et atteint une vitesse maximale d'environ 6 km/h ; avec des caméras stéréo à 360° et des capteurs de profondeur, il navigue de manière autonome sur le terrain, évite les obstacles en temps réel, monte des escaliers et gère des pentes allant jusqu'à $\pm 30^\circ$. Plus qu'un « chien robotisé », SPOT collecte, prétraite et intègre l'imagerie, la thermographie et les levés 3D dans les flux d'informations, alimentant le jumeau numérique du district avec un flux de données continu.

Grâce aux missions Autowalk et aux charges utiles des scanners LiDAR/laser, le système effectue des inspections répétées et des levés hautement fiables, même dans des environnements où le GPS est bloqué, en plus des analyses thermiques. Ses charges utiles modulaires et ses capacités d'edge computing permettent de réduire les risques pour le personnel et de passer d'une réponse d'urgence à une prévention de routine basée sur les données.

En mode prévention, cette technologie contribue à la surveillance continue des rives, des canaux et des structures hydrauliques, en détectant l'érosion et la dégradation ; en cas d'urgence, elle permet une reconnaissance rapide après des inondations et des glissements de terrain, en rationalisant l'évaluation des dommages et la hiérarchisation des interventions. L'intégration avec les systèmes SIG et les plateformes d'alerte rend les données utilisables par les équipes techniques et les communautés, accélérant ainsi la prise de décision et renforçant la transparence de la gouvernance.

L'adoption de SPOT améliore la capacité opérationnelle, la sécurité et la résilience du district, transformant le territoire en une source continue d'informations fiables et réduisant le délai entre l'enquête, l'analyse et la décision, tout en renforçant la collaboration entre les équipes techniques, les administrations locales et les communautés.

5^e Enquête Conjointe sur le Danube (JDS5) : faire avancer la science et renforcer l'engagement communautaire



La Commission internationale pour la protection du Danube (ICPDR) a démarré la 5^e Enquête Conjointe sur le Danube (JDS5) le 1^{er} juillet 2025 à Vienne, lançant ainsi la plus grande initiative mondiale de surveillance des rivières. Couvrant plus de 2800 km du Danube et de ses affluents, la JDS5 fournit une évaluation complète de l'état de santé du fleuve, en mettant l'accent sur la qualité de l'eau, la biodiversité et les tendances en matière de pollution. En s'appuyant sur des enquêtes précédemment réalisées, cette cinquième édition intègre des techniques de pointe et des approches innovantes pour soutenir des politiques fondées sur des données probantes en matière de gestion durable des rivières.

Coordonnée par l'ICPDR et mise en œuvre conjointement par 14 pays du Danube, la JDS5 réunit plus de 1000 experts travaillant pour plus de 100 institutions. Elle vise à fournir l'évaluation la plus complète et harmonisée possible à ce jour de l'état écologique, chimique, hydromorphologique et microbiologique du Danube.

Des découvertes microbiologiques précoces d'une étude menée par des chercheurs autrichiens révèlent des tendances encourageantes à l'échelle du bassin. Le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, de la sylviculture, des régions et de la gestion de l'eau indique des améliorations significatives de la

qualité de l'eau, en particulier dans les pays en aval qui étaient auparavant touchés par la pollution fécale. La gestion durable des eaux usées fournit des résultats mesurables, avec une baisse à long terme de la pollution microbiologique et d'importants progrès réalisés pour plusieurs affluents en aval. Le programme de microbiologie, coordonné par l'ICC Water & Health (MedUni Vienne, TU Vienne et KL Krems), se concentre sur la surveillance standard de la pollution fécale et l'analyse de la résistance aux antibiotiques, ce qui permet d'obtenir une interprétation détaillée et précise des schémas, ce qui est une première.

Pour la première fois, la JDS5 intègre la science citoyenne dans son travail. Sous la devise « Let's Go Sampling Together » (prélevons des échantillons tous ensemble), dix écoles du bassin ont collecté des échantillons d'eau à l'aide de kits fournis par le Centre commun de recherche de la Commission européenne, contribuant ainsi à fournir de précieuses données tout en renforçant la conscience écologique.

Les laboratoires poursuivent leurs analyses en matière de chimie, de biologie, d'hydromorphologie, de radioactivité, d'eaux souterraines, d'eaux usées, d'ADN électronique, de micropolluants et de microplastiques. Les conclusions seront publiées début 2027 dans le rapport scientifique de la JDS.

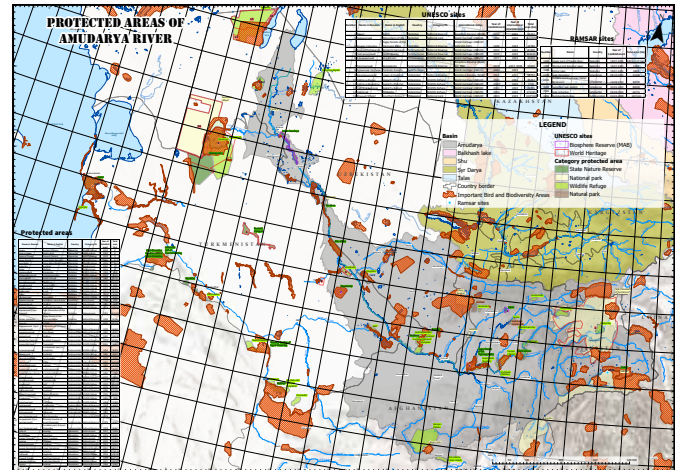
Intégration des écosystèmes dans la planification du bassin de l'Amou Darya

Le bassin-versant de l'Amou Darya est une épine dorsale pour l'environnement en Asie centrale, mais sa biodiversité unique subit de plus en plus d'agressions à mesure que les régimes d'écoulement des rivières changent. Pour y faire face, une étude à l'échelle du bassin intitulée « Ecosystems of the Amu Darya River Basin: Current Status and Future Tasks » (Les écosystèmes du bassin-versant de l'Amou Darya : l'état actuel et les tâches futures à accomplir) a été préparée en 2025 pour encourager le dialogue sur le bassin mené par la GIZ dans le cadre de l'initiative « Green Central Asia » (Asie centrale verte).

Cette évaluation est le fruit d'un effort collectif des équipes nationales d'experts du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, coordonnée par le Centre d'information scientifique de la Commission inter-États pour la coordination de l'eau. En combinant les connaissances locales, les missions sur le terrain et la télédétection, les équipes ont cartographié les écosystèmes prioritaires et démontré la nécessité de compléter la gestion hydraulique avec une approche GIRE basée sur les écosystèmes au-delà des frontières.

L'un des résultats clés est une base de données SIG validée des zones protégées, permettant d'harmoniser les ensembles de données nationaux et internationaux et de résoudre les incohérences et les décalages entre les frontières. L'étude souligne le fait que les résultats en matière de biodiversité dépendent de conditions environnementales fiables.

Parmi les solutions prioritaires figurent une surveillance à l'échelle du bassin et l'intégration des services écosystémiques et des



Carte des zones naturelles protégées du bassin-versant de l'Amou Darya, avec une liste des sites. © SIC ICWC

exigences en matière de débits écologiques dans la planification, facilitées par une évaluation environnementale stratégique (EES), pour aider à restaurer les forêts de tugay et les zones humides du delta. Les options complémentaires incluent le renforcement des corridors écologiques (connectivité) et l'exploration de routes communes UNESCO/Ramsar pour les plaines inondables et les zones humides essentielles pour les oiseaux migrateurs. En intégrant ces conclusions dans le dialogue sur le bassin, la région franchit une étape importante vers un avenir où la sécurité de l'eau inclut la sécurité du monde naturel.

Dr Dinara ZIGANSHINA,

Directrice, Centre d'information scientifique de la Commission inter-États pour la coordination de l'eau (SIC ICWC)

Renforcement de la coopération entre le Cambodge et le Laos pour la GIRE

Depuis plus d'une décennie, les agences de l'eau françaises Loire-Bretagne et Rhin-Meuse, en partenariat avec l'OiEau, soutiennent activement des initiatives de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au Cambodge, dans le bassin du Stung Sen, et au Laos, dans le bassin de la Nam Sa. Dans une logique de capitalisation régionale, un échange réunissant des partenaires des deux pays s'est tenu en février 2025. Reconnaisant l'importance de la collaboration régionale pour relever les défis communs liés à l'eau, ces discussions régionales sont organisées pour promouvoir le dialogue institutionnel et technique, le partage des connaissances et le développement d'une approche unifiée de la gestion durable des ressources en eau dans le bassin du Mékong.

Cette rencontre a permis aux partenaires du ministère de l'Agriculture et de l'Environnement (MoAE) au Laos et de l'Autorité du Tonlé Sap et du Comité de Stung Sen au Cambodge de tirer des enseignements concrets de leurs expériences respectives en matière de GIRE. Le Cambodge a notamment pu prendre connaissance du système d'information lao (LaoWIS) et



© OiEau

de la définition des débits environnementaux pour renforcer la planification et le suivi des ressources en eau, tandis que le Laos a trouvé dans les discussions sur la gouvernance des bassins et les modèles de financement des infrastructures agricoles, des pistes utiles pour consolider ses pratiques. De part et d'autre, cette mission a confirmé l'intérêt d'une coopération régionale renforcée face à des défis communs.

Ces échanges se poursuivront en 2026, avec une prochaine visite d'étude au Laos, entre Vientiane et le bassin de la Nam Sa.

Comment l'Autorité de gestion du bassin du Murray-Darling s'adapte au changement climatique



© Murray-Darling Basin Authority 2025

Dans le bassin de la Murray-Darling en Australie, les températures devraient continuer de grimper, les précipitations devenir plus variables et les sécheresses s'enchaîner de manière plus fréquente et plus grave.

L'Autorité du bassin Murray-Darling (MDBA) a publié le 2025 Murray-Darling Basin Outlook (Perspectives 2025 pour le bassin du Murray-Darling). lequel fournit une évaluation prospective de la façon dont le changement climatique façonnera l'avenir environnemental, social et économique du bassin et des Premières Nations d'ici 2050 dans le cadre des accords de gestion existants.

Le Basin Outlook s'appuie sur les dernières données scientifiques issues des rapports 2025 Sustainable Yields (Rendements durables 2025) qui sont des évaluations complètes du bassin. Ils fournissent une vue d'ensemble des ressources en eau du bassin et des impacts potentiels du changement climatique sur ces

ressources. Les rapports tirent profit d'avancées significatives en matière de sciences climatiques et de capacités de modélisation.

En associant les données disponibles actuellement à une science tournée vers l'avenir, le Basin Outlook aide à identifier les endroits où le bassin pourrait être le plus vulnérable et où des actions sont nécessaires pour renforcer la résilience. Il fournit des informations essentielles pour aider les gouvernements, les communautés et les industries à planifier la transition.

Le rapport Basin Outlook met en évidence que le changement climatique aggrave les problèmes existants tels que la connectivité des rivières, la sécurité de l'eau et la qualité de l'eau – tous des domaines clés qui seront explorés grâce au 2026 Basin Plan Review (révision du Plan du Bassin 2026).

Le Basin Plan Review Discussion Paper sera publié début 2026, suivi d'une période de consultation de 12 semaines et d'un appel à soumissions. La MDBA publiera le Rapport de révision, qui contiendra des conclusions et des recommandations à prendre en compte par les gouvernements australiens, à la fin de 2026.

POUR EN SAVOIR PLUS



Basin Outlook



Site web



Pratiques et réalisations dans la gestion intégrée du bassin-versant du fleuve Haihe

Le bassin-versant du fleuve Haihe, dans le nord de la Chine, s'étend sur 320 600 km² et est l'un des sept principaux bassins-versants de la Chine. La gestion actuelle met l'accent sur une approche intégrée du contrôle des inondations, des ressources en eau, de l'écologie et de l'environnement.

La résilience face aux inondations repose sur des infrastructures renforcées, des prévisions plus précises et des dispositions opérationnelles coordonnées. En juillet, ces mesures ont permis de faire face aux inondations extrêmes de niveau « 23-7 » à l'échelle du bassin de Haihe et aux inondations de niveau « 25-7 » à l'échelle de la région.

Un réseau d'eau moderne prend progressivement forme, avec des schémas de répartition optimisés et des transferts inter-bassins et transrégionaux renforcés. Au cours du 14^e plan quinquennal, 33,6 milliards de m³ ont été fournis au bassin, notamment par le biais du projet de déviation de l'eau du Sud au Nord.

Les conditions écologiques montrent une amélioration progressive. Des sections du Grand Canal de Pékin-Hangzhou affichent désormais un flux continu, la rivière Yongding, l'un des

principaux affluents du fleuve Hai, traversant la ville de Pékin, conserve son débit tout au long de l'année, la surextraction des eaux souterraines a nettement baissé par rapport à il y a dix ans, et l'étendue et l'intensité de l'érosion des sols ont diminué.

Les technologies numériques facilitent de plus en plus la surveillance du bassin grâce à des systèmes de surveillance étendus et au développement d'un modèle de jumeau numérique de la rivière Yongding, contribuant ainsi à une gestion davantage basée sur les données.



Les eaux de dérivation du fleuve Yangtze, du fleuve Yellow et les affluents du canal Wei convergent à la jonction Si Nü Si. © HWCC

Les résultats de la gouvernance de l'eau en Chine et la Stratégie fluviale de la nouvelle ère

L'année 2025 marque la fin du 14^e Plan quinquennal de la Chine (2021-2025). Au cours de cette période, la gouvernance de l'eau a réalisé des progrès en matière de contrôle des inondations, d'approvisionnement en eau, de sécurité alimentaire et de protection de l'environnement.

Fin 2024, le système national comprenait 95 000 réservoirs, environ 200 projets de déviation d'eau de grande et moyenne taille, 6924 districts d'irrigation d'échelle similaire et 318 000 km de levées. Entre 2022 à 2025, les investissements annuels pour la préservation de l'eau ont dépassé 1 trillion de RMB, consolidant ainsi un réseau d'infrastructures complet.

Les zones d'évacuation et de stockage des eaux ont été délimitées et protégées, avec des périmètres de gestion définis pour 1,7 million de km de rivières et plus de 3000 lacs. Les bilans de santé, l'amélioration de la connectivité hydrologique et la reconstitution écologique ont permis de soutenir 122 projets de restauration des rivières et des lacs. Les grands lacs, notamment le lac Dongting, le lac Poyang et le lac Tai, ont retrouvé plus de 1300 km² de surface d'eau.

Malgré une croissance économique annuelle moyenne de 5,5 %, la consommation nationale totale d'eau est restée stable. En 2024, la consommation d'eau par unité de PIB et par unité de production industrielle a diminué de 17,7 % et de 23,6 % respectivement



© INTCE et Commission du bassin-versant du Songliao

par rapport à 2020. Les techniques d'irrigation économe en eau ont couvert 42,5 millions d'hectares, tandis que les sources non conventionnelles ont fourni 25,1 milliards de m³.

Des systèmes de jumeaux numériques sont introduits pour soutenir la gestion au niveau du bassin. Les cadres législatifs ont été renforcés, des chefs de rivières et de lacs ont été désignés à l'échelle nationale et des mécanismes de direction des opérations en cas d'inondations et de sécheresses ont été mis en place dans les sept principaux bassins-versants.

En juin 2025, les Avis sur l'avancement global de la protection et de la gouvernance des rivières et des lacs ont formalisé la Stratégie fluviale de la nouvelle ère. D'ici 2035, les objectifs consistent à atteindre une meilleure résilience face aux inondations, une amélioration de l'efficacité, la restauration des écosystèmes et des accords de gouvernance renforcés.

Des sommets aux deltas : l'ambition de la BAD pour la résilience des bassins versants



La Banque asiatique de développement (BAD) intensifie actuellement son engagement en faveur de la gestion intégrée des bassins versants en Asie, en s'appuyant sur ses expériences stratégiques menées notamment en Chine et en Asie du Sud-Est. Cette ambition s'incarne dans le lancement de l'Initiative pour des bassins fluviaux résilients (RRBI), un cadre institutionnel visant à consolider la planification à l'échelle des bassins, la gouvernance transsectorielle et la préparation aux investissements. En intégrant des évaluations scientifiques des risques et des analyses hydro-économiques, la RRBI transforme les diagnostics techniques en

feuilles de route opérationnelles destinées à garantir la sécurité hydrique et alimentaire à long terme.

Face à l'altération des cycles hydrologiques qui impactent la disponibilité de la ressource des sommets jusqu'aux deltas, la BAD déploie des solutions territoriales ciblées pour répondre aux incertitudes climatiques. Le programme régional « Des glaciers aux exploitations agricoles » (G2F), soutenu par le Fonds vert pour le climat pour la période 2026-2035, répond à l'urgence de la fonte des glaciers en Asie centrale et occidentale. Ce projet multidimensionnel vise à sécuriser l'approvisionnement en eau de 380 millions de personnes grâce à des réformes politiques, des Solutions fondées sur la Nature et le déploiement d'infrastructures résilientes. Parallèlement, l'Initiative pour la résilience des rivières d'Asie du Sud-Est (SEARRI) renforce les capacités d'adaptation dans la zone ASEAN. Elle privilégie la mise en place de systèmes de données robustes et de mécanismes de finance verte pour pérenniser les services écosystémiques dans les bassins régis par les moussons.

Le RAOB, un levier stratégique de la coopération entre organismes de bassin africains



Atelier sur les SIE à Saly en novembre 2025 © RAOB

Le Réseau Africain des Organismes de Bassin (RAOB), à travers son Secrétariat Technique Permanent assuré par l'OMVS, a poursuivi en 2025 son engagement en faveur du renforcement de la gouvernance de l'eau en Afrique, dans un contexte global marqué par les effets croissants du changement climatique et la pression sur les ressources en eau transfrontalières.

Dans le cadre du projet DYNObA, financé par l'AFD et coordonné par l'OiEau, le RAOB a assuré la gestion de la composante 4, dédiée à la promotion de nouveaux modes de partage d'expériences entre les organismes de bassin transfrontaliers africains. L'année a été marquée entre autres par l'organisation d'ateliers sur les financements innovants et ouvrages communs et d'intérêt commun, ainsi que par le renforcement des capacités sur les Systèmes d'Information sur l'Eau (SIE). La composante 4 du projet DYNObA s'achève en mars 2026, avec de nombreux acquis structurants pour le réseau durant les 3 années du projet.

Parallèlement, le projet Peer-to-Peer (P2P), financé par l'Union européenne, s'affirme comme un programme innovant de coopération et d'appui aux organismes de bassin et d'échanges entre pairs, porté par le RIOB et le RAOB. En 2025, le lancement de l'appel mondial à manifestation d'intérêt et la validation de 21 appariements, dont 15 impliquant des partenaires africains, ont confirmé la priorité accordée au continent, en coordination avec la Team Europe Initiative pour les bassins transfrontaliers africains. Le projet a également permis de renforcer l'équipe du RAOB, d'élaborer un parcours pédagogique et de poser les bases des futures coopérations techniques.

Les enseignements majeurs de cette année soulignent l'importance d'un ancrage régional fort, du rôle catalyseur du RAOB en lien avec l'AMCOW et de l'apprentissage entre pairs pour renforcer durablement les capacités des organismes de

bassin africains. Les perspectives pour 2026 portent sur la mise en œuvre opérationnelle des partenariats P2P, la mobilisation des financements et la capitalisation des bonnes pratiques au service d'une GIRE plus résiliente et inclusive en Afrique.

Par ailleurs, le RAOB a tenu du 20 au 23 janvier 2026 à Dakar son 9^e Conseil (Assemblée générale), un rendez-vous statutaire majeur ayant permis d'examiner les orientations stratégiques et institutionnelles du réseau. Cette session a été marquée par la pré-validation de la stratégie décennale 2026-2035 du RAOB, alignée sur la Vision Africaine de l'Eau 2063, ainsi que par l'adoption du rapport d'activités 2022-2025 et des principales orientations programmatiques et budgétaires 2026-2027.

Le Conseil a également procédé au renouvellement des instances, avec la désignation de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) à la présidence du RAOB pour un mandat de deux ans, aux côtés de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) comme vice-présidente et de l'OMVS en tant que Secrétariat Technique Permanent. Ces décisions ouvrent une nouvelle phase de consolidation et de mise en œuvre opérationnelle de la stratégie du réseau à l'échelle du continent.



Assemblée Générale du RAOB à Dakar en janvier 2026 © RAOB

L'innovation technologique au cœur de la GIRE en Côte d'Ivoire

Confronté à la pression démographique, à la pollution issue de l'exploitation minière illégale, des rejets industriels et de l'agriculture intensive, ainsi qu'aux effets du changement climatique (sécheresses, inondations, déséquilibres hydrologiques), la Côte d'Ivoire doit renforcer la connaissance et le suivi continu de ses ressources. Le recours à la télémétrie, aux systèmes de prévision et d'alerte précoce, appuyés par des outils technologiques innovants (capteurs connectés, Big Data, intelligence artificielle et données satellitaires), permet de collecter et d'analyser des données en temps réel, d'éclairer la décision et d'optimiser l'allocation de l'eau pour l'hydroélectricité, l'approvisionnement en eau potable, l'agriculture et les usages halieutiques et pastoraux, tout en réduisant les gaspillages.

Des start-up et universitaires ivoiriens déploient ces solutions pour l'hydrométrie (niveau, débit, qualité), le stockage cloud, le suivi des variations des cours d'eau et des retenues, la gestion des seuils d'alerte et les prévisions hydrométéorologiques. Les projets structurants hydrauliques et agricoles intègrent désormais la digitalisation.

Des défis persistent : dispersion des données, réseaux de mesure insuffisants, maintenance limitée et besoin de compétences spécialisées. Il est recommandé de renforcer la gouvernance autour de systèmes intégrés de suivi, d'améliorer les mécanismes de financement et l'interopérabilité institutionnelle. La vulgarisation et le déploiement doivent être intensifiés, le financement et la maintenance demeurant les principaux freins. Une collaboration accrue avec le secteur privé, le renforcement des capacités et des partenariats public-privé sont essentiels.

En 2023, 35 stations hydrométriques ont été automatisées via le projet PREMU, visant à renforcer l'accès à l'eau potable, et 24 autres sont prévues dans le cadre du Projet de Sécurité de l'eau et de l'Assainissement (PASEA) financé par la Banque mondiale. D'autres projets concernent les aménagements hydroagricoles, les barrages d'eau potable et les ouvrages hydroélectriques, sous la coordination de la Direction générale des Ressources en Eau pour garantir l'interopérabilité et un partage efficient des données.



Capteur de niveau d'eau sur barrage hydroélectricité

Promotion de la GIRE au Cap-Vert : partenariat entre l'ANAS et l'Agence de l'eau Artois-Picardie



© OiEau

Le Cap-Vert fait face à des difficultés quantitatives et qualitatives croissantes pour la gestion de ses ressources en eau. Les précipitations, faibles (environ 200 mm/an), sont concentrées sur une courte saison (août à octobre). Pour accompagner le développement économique durable du pays, l'eau est un enjeu majeur pour répondre aux besoins domestiques, énergétiques, touristiques et agricoles, d'autant plus avec les effets des changements climatiques.

Dans ce contexte, l'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement du Cap-Vert (ANAS) met en place une démarche pilote de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Avec différentes institutions qui ont constitué un groupe de travail en 2025, l'ANAS

mène une réflexion de préfiguration pour la création en 2026 d'un Comité de Gestion des Ressources en Eau sur l'île de Santiago. Réunissant des usagers, des municipalités et des institutions, cette instance aura vocation à renforcer la gouvernance, et promouvoir une planification intégrée, avec une approche intersectorielle et de solutions fondées sur la nature. Ce modèle prend en compte la réalité des ressources en eau et usages sur l'île, en considérant les ressources de surface, souterraines, et non conventionnelles (dessalement, réutilisations des eaux usées).

Un protocole de partage d'expériences entre l'Agence de l'eau Artois-Picardie et l'ANAS a été signé en 2025 pour accompagner cette initiative, avec la facilitation technique de l'Office International de l'Eau (OiEau). Cette démarche s'inscrit dans la continuité du riche historique de coopération décentralisée entre les associations et collectivités du Nord de la France (Amiens, Saint-Omer notamment) et les municipalités du Cap-Vert. Une visite technique s'est ainsi tenue en France en 2025. Par ailleurs, l'ANAS est engagée sur le projet Peer-to-Peer (P2P) du RIOB en partenariat avec Cuba et Madagascar. Avec le soutien de l'Union européenne, ce projet permet d'échanger sur les réponses aux défis de gestion des petits et grands cycles de l'eau en milieu insulaire.

EPIC Africa : le nexus Eau-Énergie-Alimentation au service du bassin de la Volta

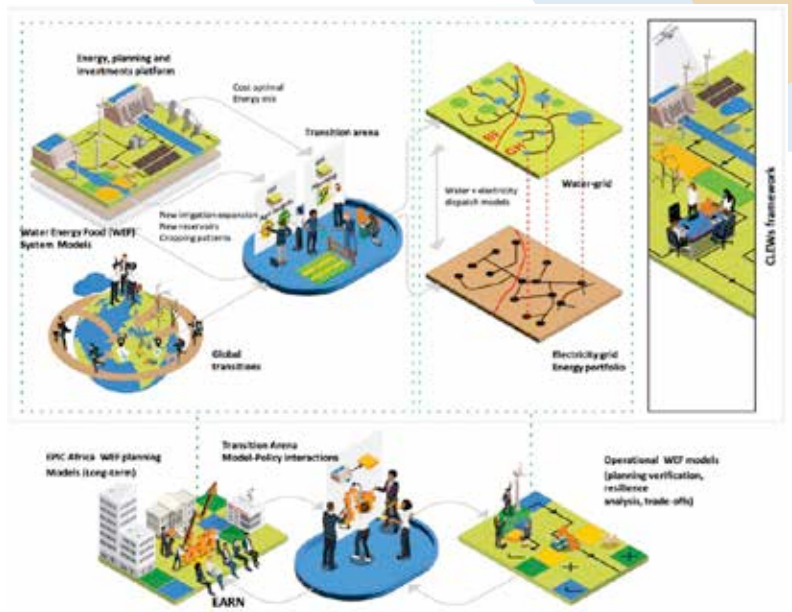
Le projet EPIC Africa vise à renforcer la planification des infrastructures énergétiques en Afrique subsaharienne (bassins de la Volta et du Tana) à travers une approche intégrée du nexus Eau-Énergie-Alimentation (WEF), utilisée comme levier d'adaptation au changement climatique.

La mobilisation institutionnelle se traduit par la cartographie des acteurs nationaux, la conduite d'entretiens sectoriels et la désignation d'experts dans les domaines de l'eau, de l'énergie et de l'agriculture, en lien avec des centres de recherche. Ces contributions alimentent l'analyse de la cohérence des politiques, mesures et actions. Des espaces de transition permettent également à des acteurs indépendants de participer à la co-construction de scénarios.

Le projet intègre les visions locales afin de produire des scénarios de développement à long terme et des modèles de planification du nexus, intégrant les incertitudes climatiques et opérationnelles.

En parallèle, EPIC Africa évalue des solutions technologiques comme le pompage-turbinage et le solaire flottant, afin d'analyser les interactions eau-terre-climat et d'identifier les compromis et synergies entre usages.

Ces livrables constituent des outils d'aide à la décision pour une transition énergétique durable et coordonnée.



Ce schéma montre l'interaction entre les huit Work Packages du projet.



POUR EN SAVOIR PLUS

EPIC Africa

RDC : structurer la gestion de l'eau par bassin avec l'Office Congolais des Eaux

Avec l'une des plus grandes réserves d'eau douce d'Afrique, la République démocratique du Congo dispose d'un potentiel hydrique exceptionnel. Pourtant, ce potentiel reste encore largement sous-exploité en raison de défis de gouvernance, de coordination institutionnelle et de planification. Le renforcement de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) apparaît ainsi comme un levier stratégique pour améliorer la sécurité hydrique.

La création de l'Office Congolais des Eaux (OCE) constitue une étape clé dans cette dynamique. Cet établissement public est chargé de planifier la mise en valeur des ressources en eau, de développer des outils de gestion et de favoriser la concertation entre les acteurs du secteur aux échelles nationale, de bassin et de sous-bassins. Le projet d'appui à son opérationnalisation est mis en œuvre par un groupement associant Nodalis Conseil et l'Office International de l'Eau (OiEau), au bénéfice du Ministère des Ressources Hydrauliques et Électricité et de la Direction des Ressources en Eau, avec la Cellule d'Exécution des Projets Eau

(CEP-O), dans le cadre de programmes soutenus par la Banque mondiale.

Les travaux menés dans ce cadre recommandent notamment d'organiser la gestion de l'eau à l'échelle des régions hydrographiques, avec des bureaux de bassin de l'OCE jouant un rôle d'agences de bassin et s'appuyant sur des comités de bassin et de sous-bassin. Cette organisation doit s'accompagner d'outils de planification à chaque échelle, d'un système d'information sur l'eau structuré et de mécanismes économiques tels que les redevances pour l'utilisation de la ressource. Les recommandations soulignent également l'importance d'articuler les politiques nationales avec les initiatives de coopération dans les bassins transfrontaliers.

Ainsi, l'opérationnalisation de l'OCE marque une avancée majeure pour la gouvernance de l'eau en RDC.

Blaise DHONT,
Chef de projet, OiEau



La présidence française du RIOB (2024-2026) : un bilan d'engagement, d'influence et de coopération internationale

Depuis octobre 2024, la France assume la présidence mondiale du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB). Sous l'impulsion de la France et en lien étroit avec ses partenaires internationaux, cette présidence a placé la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) à l'échelle des bassins au cœur des grandes échéances internationales, dans un contexte de stress hydrique croissant et d'accélération des effets du changement climatique.

Pour la France, cette présidence a représenté une opportunité unique d'échanges et d'apprentissage mutuel à partir des modèles de GIRE du monde entier, en particulier sur la diversification du mix hydrique et la résilience face au changement climatique. Elle a également permis de valoriser son propre modèle de gouvernance, fondé sur plus de 60 ans d'expérience des agences de l'eau, financées par le principe « pollueur-payeur », ainsi que les avancées de son récent plan de sobriété hydrique et de planification écologique.

L'année 2025 a été marquée par la mise en œuvre concrète des engagements pris au 10^e Forum mondial de l'eau à Bali. Le programme Twin Basin Initiative, soutenu par l'Union européenne, a abouti à 21 appariements entre organismes de bassin et administrations nationales, illustrant la puissance de la coopération « pair-à-pair ». Sur le plan politique, le RIOB a consolidé son leadership en obtenant, pour le 11^e Forum mondial de l'eau (Riyad, 2026), la coordination du segment politique dédié aux bassins et de deux sujets stratégiques : la GIRE et les données au service de la décision publique.

Le réseau a maintenu sa mobilisation sur les enjeux de biodiversité et de climat, dans une approche intégrée eau-alimentation-écosystèmes. Le RIOB promeut une GIRE au



Passation de la présidence du RIOB par le Royaume du Maroc (représenté par S.E. Nizar Baraka, ministre de l'Équipement et de l'Eau) à la France (représentée par Mme Barbara Pompili, ambassadrice déléguée à l'environnement). © RIOB

service de la pêche durable et de l'agriculture résiliente, dans le cadre d'un accord de coopération avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), signé en octobre 2025. Lors de la COP30 à Bélem, il a co-organisé huit événements sur l'adaptation. À Nice, lors de la Conférence des Nations Unies sur l'Océan, il a rappelé l'importance de la continuité écologique entre les eaux douces et côtières, notamment en co-animant le Sommet mondial des deltas.

L'intégration des technologies satellitaires (SWOT) pour le suivi des ressources et le renforcement des systèmes d'information a constitué un axe d'expertise majeur. Le RIOB est l'un des membres fondateurs de la One Water Vision Initiative, promue par la France lors du One Water Summit organisé en décembre 2024 en partenariat stratégique avec le Kazakhstan et l'Arabie Saoudite. À travers ces initiatives, la présidence française a contribué à structurer une communauté internationale de l'eau plus intégrée, plus outillée et plus influente. La présidence française a renforcé la visibilité et les actions du réseau, pour porter la GIRE-bassin comme solution face aux défis globaux de l'eau. À l'approche du Sommet Mondial des Bassins de juin 2026 au Brésil, marquant la fin de la présidence française, la France appelle à amplifier la dynamique engagée afin de faire de la gestion par bassin un levier central face aux défis croissants de l'eau, du climat et de la biodiversité.

Mme Monique BARBUT

Ministre de la Transition Écologique, de la Biodiversité et des Négociations Internationales sur le Climat et la Nature (France)



© RIOB

Hydrologie spatiale : le RIOB engagé dans la One Water Vision

Le RIOB joue un rôle stratégique dans la One Water Vision (OWV), initiative internationale née du One Water Summit de décembre 2024 pour mobiliser l'observation satellitaire, la modélisation avancée et l'intelligence artificielle au service de la gestion de l'eau, du suivi hydrique mondial et de l'anticipation des sécheresses et inondations. L'OWV réunit plus de 20 institutions scientifiques, des agences spatiales et organisations intergouvernementales autour d'un Consortium International de Recherche (IRC) dont le secrétariat est assuré par INRAE avec un appui structurant du Centre National d'Études Spatiales (CNES) pour la coordination scientifique et institutionnelle, tant au niveau national qu'international. L'initiative met l'accent sur l'utilisation opérationnelle des données SWOT et TRISHNA pour des outils pratiques et intégrés d'aide à la décision.

Le RIOB est membre du Comité de pilotage de l'initiative. A ce titre, il contribue à l'orientation de la stratégie, à la validation des priorités et au travail de mise en cohérence entre science, technologie et besoins des utilisateurs. Il prend part aux groupes de travail "Eau bleue" et "Données et infrastructures" et coordonne le groupe de travail "Utilisateurs et capacités", garantissant l'intégration des besoins des gestionnaires de bassins, des décideurs locaux et des pratiques de terrain dans le développement des produits et services OWV.



« Cette année sera l'occasion de préciser les thématiques à traiter dans l'initiative qui se verront figer dans l'« Agenda stratégique de recherche international » et de réunir les groupes de travail autour d'un projet commun qui s'exprimera à travers la réponse à un appel à projet européen bouclant le programme Horizon Europe 2021-2027. Elle sera donc l'année de la consolidation de la gouvernance, des financements mais avant toute chose de la science.»

M. Vincent BRENIER,

Responsable des Programmes Prioritaires Internationaux,
INRAE



POUR EN SAVOIR PLUS

One Water Vision



L'initiative FAO-RIOB pour une meilleure intégration de la pêche en eaux intérieures dans la GIRE



Mécénat : renforcement des capacités d'action du RIOB

Le RIOB, reconnu en France comme association d'intérêt général, finalise son rescrit fiscal français. Dès 2026, il pourra recevoir des dons en mécénat, renforcer ses partenariats et accroître ses actions pour promouvoir la gestion intégrée et durable de l'eau à l'échelle internationale.

Sous l'égide du RIOB, l'initiative de la FAO sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et la pêche durable en eaux intérieures vise à mieux intégrer la pêche en eaux intérieures dans la gouvernance de l'eau au niveau des bassins. Cette initiative répond à la prise de conscience croissante que la pêche en eaux intérieures est essentielle pour la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et les écosystèmes, mais qu'elle est souvent négligée dans la gestion de l'eau et la planification du développement.

En favorisant la collaboration entre les organismes de gestion des bassins et les institutions chargées de la pêche, cette initiative promeut des politiques plus cohérentes qui équilibrent les utilisations de l'eau tout en protégeant les écosystèmes aquatiques. Elle encourage le dialogue entre les secteurs tels que l'agriculture, l'hydroélectricité,

l'environnement et la pêche, et soutient l'application pratique d'approches écosystémiques et participatives à l'échelle des bassins.

Dans le cadre de cette initiative, des projets pilotes sont mis en place dans les bassins hydrographiques du lac Victoria, du lac Tanganyika, du Mékong, du Nil et de l'Amazone. Dans ces régions, les partenaires s'efforcent d'intégrer les considérations relatives à la pêche dans les stratégies de bassin, les systèmes de données et les processus décisionnels.

Grâce à des ateliers mondiaux et régionaux, à des conseils techniques et à la coopération institutionnelle, l'initiative FAO-RIOB vise à renforcer la gouvernance, à améliorer la résilience et à garantir que la pêche en eaux intérieures soit gérée de manière durable en tant que composante essentielle de la gestion intégrée des ressources en eau.

Le RIOB en bref



1994
Année de création



Statuts
Association de droit français, sans but lucratif.



Objectif principal
Soutenir toutes les initiatives en faveur de l'organisation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au niveau des bassins versants des fleuves, lacs ou aquifères nationaux ou transfrontaliers, pour concilier croissance économique, justice sociale, protection de l'environnement et des ressources en eau et, participation de la société civile.



Organisation
Cette plateforme d'échange de connaissances et d'expériences est administrée par son Président et le Bureau de Liaison qui organisent le Secrétariat technique permanent assuré par l'Office International de l'Eau (OiEau). Son Sommet mondial des bassins a lieu tous les deux ans. La Présidence du RIOB est assurée par la France, depuis l'AG de 2024, et ce, jusqu'en 2026.



Actions
Echanges d'expériences, jumelages, événements et partenariats (avec l'OCDE sur la gouvernance de l'eau, avec la CEE-ONU sur la coopération transfrontalière et l'adaptation au changement climatique). Mise à disposition de l'expertise du Secrétariat technique permanent assuré par l'OiEau : appui technique et institutionnel, formation, données et systèmes d'information.



Réseau
192 Organismes-Membres (organismes de bassins, administrations gouvernementales chargées de l'eau, organisations de coopération bi ou multilatérale) et Observateurs Permanents dans 88 pays.



Implantation
8 réseaux régionaux, pour renforcer les liens entre les Organismes-Membres de pays voisins, développer les activités collectives du RIOB dans la région, organiser des activités communes d'intérêt général.



RIOB
Réseau International
des Organismes de Bassin

Secrétariat RIOB
Office International de l'Eau
22, rue de Madrid
75008 PARIS - FRANCE
☎ +33 1 44 90 88 60
✉ info@riob.org

N° ISSN : 1026-0331 - En ligne : 2310-5860

www.inbo-news.org

**La « Lettre du RIOB »
est éditée avec le soutien
de l'Office français
de la biodiversité.**



Directeur de la publication :
Eric TARDIEU

Rédactrice en chef :
Sabine BENJAMIN

Coordination éditoriale :
Edouard BOINET
Marjorie GERMAIN-LUPI
Myriam SONNI
Didier DELAGE

**Charte et éléments
graphiques :** Agence Sequoia

Maquette : Marion BARIL
Impression : Sotiplan / DVZ

